



# Quand seuls les billets sont « verts » : violences et mensonges de l'économie « verte »

## Bulletin du WRM 266

Juillet 2023

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

# Indice

NOTRE OPINION	
L'économie « verte » : violences, hypocrisie et destruction de la vie.....	2
REDD et l'Économie Verte aggravent l'oppression et la déforestation au Pará, Brésil.....	4
Impacts de l'extraction du pétrole et du gaz et des projets carbone sur les communautés du delta du Saloum, Sénégal.....	14
La lutte des femmes Dayak pour la protection des forêts dans le Kalimantan central, en Indonésie.....	19
Podcast : « Mexique : les femmes de la côte du Chiapas face au palmier à huile ».....	25
Certification carbone : « Les habits neufs de l'empereur ».....	29
Monocultures, pauvreté et fausses solutions : le legs de Harvard en Argentine.....	36
RECOMMANDATIONS.....	43

Les peuples autochtones d'Argentine luttent contre l'exploitation du lithium

Suzano, la plus grande entreprise de pâte à papier, attire des milliards de dollars d'investissements malgré un accaparement massif de terres

Impacts dévastateurs sur les communautés du nord-ouest de la Guinée d'un projet de compensation de la biodiversité financé par la Banque mondiale

Plantations de palmiers et programmes REDD+ dans l'État du Pará, au Brésil : accaparement des terres et violence

Échange de savoirs et d'expériences des luttes pour la défense des forêts

**Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes :**

*La plateforme nationale d'acteurs défenseurs de la justice climatique, Sénégal ; l'organisation féministe indonésienne Solidaritas Perempuan ; les groupes des Femmes de la côte du Chiapas contre le palmier à huile et des Femmes de la côte en rébellion, Mexique ; Guardianes del Y'vera, Corrientes, Argentine; et le Secrétariat international du WRM.*

## NOTRE OPINION

# L'économie « verte » : violences, hypocrisie et destruction de la vie

**L'économie « verte » vend l'idée qu'il est possible de faire face au chaos climatique sans examiner le lien direct entre les structures de pouvoir et la pollution. Ses programmes « verts » permettent un accroissement continu de la demande en énergie, et donc de l'accumulation de profits et d'injustices. Il s'agit en fait d'une façade « verte » sous laquelle se cache le même système violent, patriarcal, colonial et raciste qu'auparavant.**

Les conséquences du chaos climatique, qu'il s'agisse de vagues de chaleur, de sécheresses, de tempêtes extrêmes ou d'inondations, sont de plus en plus fréquentes et dévastatrices. Nous le savons tous, mais seules certaines personnes sont obligées de vivre avec ces impacts, principalement les communautés dans les pays du Sud. Pourtant, en promouvant la soi-disant « économie verte », les gouvernements, les Nations Unies, les entreprises et tous leurs alliés continuent de placer les intérêts économiques au-dessus de la vie.

Le problème sous-jacent de l'économie « verte » est qu'elle permet et légitime un système économique qui repose sur l'augmentation de la consommation et de la production de combustibles fossiles. Il a déjà été largement démontré que, pour l'essentiel, l'extraction, le transport, la transformation et la production des combustibles fossiles ont donné lieu à des activités extrêmement violentes et destructrices tout au long de l'histoire – des activités dont nous savons aujourd'hui qu'elles sont la véritable cause du chaos climatique. (1)

Les campagnes et les politiques « vertes » qui tentent de nous faire croire qu'il est possible de s'attaquer au chaos climatique sans reconnaître le lien direct entre les émissions polluantes et les structures de pouvoir (fondées sur le capitalisme, le racisme, le colonialisme et le patriarcat) cherchent à nous détourner des causes réelles et des véritables responsables de ce chaos climatique et de l'injustice sociale.

Il est important de noter que l'augmentation de l'utilisation des « énergies renouvelables » ne s'est pas traduite par une diminution de l'utilisation des combustibles fossiles (2). Cela signifie les énergies dites « renouvelables » ne sont pas en train de remplacer les combustibles fossiles mais, au contraire, contribuent à l'augmentation de la consommation mondiale d'énergie. En outre, ces énergies renouvelables – y compris les méga-barrages, l'industrie éolienne et la « bioénergie » produite à partir de granulés de bois ou d'huile de palme, entre autres – aggravent l'appropriation et la destruction des terres et engendrent des violences à l'encontre des communautés, principalement dans les pays du Sud, et surtout à l'encontre des femmes.

Ce bulletin présente six articles visant à mettre en garde contre les aspects néfastes de l'« économie verte ». Les articles provenant de Pará, au Brésil, et du delta du Saloum, au Sénégal,

montrent les menaces que les mécanismes de compensation carbone (REDD et « carbone bleu ») font peser sur les communautés, et comment ces mécanismes servent les intérêts des entreprises les plus destructrices de la planète et des gouvernements qui sont leurs alliés. Un autre article met en lumière le rôle crucial et malveillant des entreprises qui certifient les crédits carbone. En outre, des groupes de femmes du Kalimantan, en Indonésie, et du Chiapas, au Mexique, nous parlent des effets néfastes des plantations de palmiers à huile et de l'importance de la résistance organisée des femmes. Un autre article explique comment la vente de plantations d'arbres en monoculture à Corrientes, en Argentine, qui ont déjà eu des effets dévastateurs, pourrait transformer ces plantations en puits de carbone et/ou en granulés pour produire ce que l'on appelle de la « bioénergie ».

L'économie « verte » maintient la logique économique d'une augmentation constante des profits (et des injustices) sans aucune remise en cause. En juin 2023, une étude a révélé que sur les 100 premières compagnies pétrolières et gazières du monde, aucune (zéro !) ne s'est engagée à arrêter l'expansion de ses activités fossiles d'ici 2030 (3). Dans 48 des 55 pays africains, les compagnies pétrolières, gazières et charbonnières explorent ou exploitent de nouvelles réserves fossiles, construisent de *nouvelles* infrastructures telles que des gazoducs ou des terminaux de gaz naturel liquéfié, ou développent de nouvelles centrales électriques au gaz ou au charbon (4). En outre, plus de 6 500 investisseurs institutionnels détiennent des obligations ou des actions dans des entreprises du secteur du charbon, du pétrole et du gaz, pour un montant total de 3 070 milliards de dollars (5).

Nous entendons toujours dans les médias que le chaos climatique provoque toujours plus de destructions, de migrations forcées, de famines et de pertes de moyens de subsistance, parmi de nombreux autres impacts épouvantables. Cependant, l'économie « verte » accroît ces impacts, non seulement parce qu'elle aggrave le chaos climatique et ses conséquences graves et réelles, mais aussi parce que ses mécanismes et ses projets permettent à des intérêts économiques de s'approprier davantage de territoires et de forêts communautaires. L'économie « verte » est née du même système violent, patriarcal, colonial et raciste qu'auparavant, et elle le renforce.

(1) WRM, Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine ? Carbone fossile, violence et pouvoir, <https://www.wrm.org.uy/fr/15-ans-de-REDD-Le-carbone-est-il-le-meme>

(2) Our World in Data, Energy Mix, <https://ourworldindata.org/energy-mix#how-much-of-global-energy-comes-from-low-carbon-sources>

(3) World Benchmark Alliance, 2023 Oil and Gas Benchmark, <https://www.worldbenchmarkingalliance.org/publication/oil-and-gas/>

(4) Who is Financing Fossil Fuel Expansion in Africa?, [https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/11/2022.11.15\\_Urgewald\\_Who-is-Financing-Fossil-Fuels-in-Africa.pdf](https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2022/11/2022.11.15_Urgewald_Who-is-Financing-Fossil-Fuels-in-Africa.pdf)

(5) Urgewald, Fossil Fuel Investment Report, <https://investinginclimatechaos.org/reports>

## REDD et l'Économie Verte aggravent l'oppression et la déforestation au Pará, Brésil

**Dans l' « économie verte », les intérêts des entreprises, des États et de l'industrie de la préservation sont intimement liés. Tous, d'une façon ou d'une autre, tirent des profits de la destruction des forêts et de l'expulsion des communautés de leurs territoires. Dans l'État de Pará, le nombre de projets REDD est en train de croître, en parallèle à l'initiative du gouvernement d'essayer de mettre en œuvre un programme REDD juridictionnel qui puisse s'étendre à l'État en entier.**

Le mécanisme REDD (**R**éduction des **É**missions dues à la **D**éforestation et à la **D**égradation des forêts) est un élément clé de l'Économie Verte, encore que les leçons apprises durant plus de 15 ans de son application démontrent qu'il ne lutte ni contre la déforestation comme son nom l'indique, ni contre le chaos climatique croissant (1).

Malgré tout, le mécanisme REDD est plus vivant que jamais. Avec la demande croissante de crédits carbone - en vérité, de « crédits de pollution » - de la part des entreprises polluantes et des États qui veulent atteindre une prétendue « neutralité carbone », les projets et les programmes REDD se multiplient. Pour contrer les critiques sévères, les défenseurs du REDD créent de nouvelles initiatives et de nouvelles dénominations, tels que « solutions fondées sur la nature », et ne se privent pas, également, de faire de nouvelles promesses.

C'est ce qui a lieu à Pará, le deuxième plus grand État de l'Amazonie brésilienne. Des entreprises privées et certaines ONG multiplient les projets REDD, en même temps que le gouvernement de l'État de Pará accélère la mise en œuvre de son programme REDD juridictionnel, un programme REDD à l'échelle de l'État. Le gouvernement de l'État de Pará, désireux de montrer au monde que la déforestation dans l'État appartiendra bientôt au passé, sera le siège de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique en 2025.

L'État de Pará est l'un des États qui a le plus contribué à la déforestation au Brésil. Parmi les principaux responsables figurent l'industrie du bois, l'élevage de bétail, l'agrobusiness du soja et du maïs, les sociétés d'exploitation minière et les projets d'infrastructure tels que les autoroutes et les barrages hydroélectriques. Si le Pará était un pays, il occuperait la deuxième place parmi les pays dotés de forêts tropicales qui ont le plus déboisé au cours des dernières décennies, laissant derrière soi l'Indonésie et la République Démocratique du Congo. (2)

Mais que pouvons-nous attendre des nouvelles attaques du REDD et de l'Économie Verte au Pará ? Y aurait-il un fait nouveau capable de rompre avec l'intense déforestation qui a lieu dans l'État ?

## **Les projets REDD au Pará : le cas de Biofíllica-Ambipar**

Parmi les entreprises ayant des projets REDD au Pará, l'entreprise Biofíllica se distingue par son ambition. En 2021, elle a été rachetée par la multinationale Ambipar et a reçu un nouveau nom : Biofíllica Ambipar Environment. A cette occasion, la nouvelle entreprise a annoncé son intention de décupler le nombre de crédits carbone générés sur le marché volontaire pour devenir « la plus grande entreprise de solutions fondées sur la nature » au monde (3).

Il convient de noter qu'Ambipar est en relation, directe ou indirectement, avec plusieurs entreprises et secteurs impliqués dans la déforestation en Amazonie. (4) Ce n'est pas un hasard si Biofíllica agit de la sorte depuis de nombreuses années. En 2010, Biofíllica s'est alliée à l'un des plus grands accapareurs de terres et destructeurs de forêts au Pará : le groupe Jari. Fondé par un Américain, le groupe Jari s'est approprié, à partir de 1967, de 1,6 millions d'hectares de forêts dans l'État du Pará et dans l'État voisin de l'Amapá. Jari a détruit des dizaines de milliers d'hectares de forêts pour y planter des monocultures d'arbres comme l'eucalyptus ; il a dégradé des milliers d'hectares de forêt restante pour en extraire des bois nobles (5).

Cependant, le groupe Jari s'est vu également confronté à des dizaines de communautés traditionnelles qui y étaient déjà présentes et qui vivaient de l'extraction des noix du Brésil et d'autres richesses que la forêt leur procurait. Incapable de les déloger, Jari a décidé de les acculer et de les opprimer, en leur ôtant la liberté et le contrôle sur la forêt qu'ils conservaient jusqu'alors et avec laquelle ils avaient l'habitude de vivre.

Malgré cela, Jari a réussi à obtenir le label « vert » du FSC en 2004, devenant ainsi le propriétaire de la plus grande zone de « gestion forestière durable » du Brésil. En conséquence, le FSC a reconnu les titres de propriété foncière de Jari comme étant « légaux » et a ainsi légitimé une tentative de l'entreprise de les légaliser auprès de l'État de Pará. Le groupe Jari a fait pression sur les communautés pour qu'elles acceptent une petite parcelle des terres afin de pouvoir se tailler la part du lion (6).

En partenariat avec Biofíllica, Jari a également mis en place des projets REDD, depuis 2010 dans l'Amapá et, depuis 2014, dans le Pará. Les projets REDD ont également reçu un label « vert » de la part du certificateur VCS/VERRA, pour une durée de 30 ans (7). L'argument présenté par ces projets était que sans le REDD, les « envahisseurs », y compris les communautés, seraient capables de provoquer une déforestation importante. Malgré le discours sur les « bénéfices » que les communautés en retireraient, en réalité, les projets REDD ont piégé et opprimé encore plus les communautés.

Celle qui est censée assurer ces bénéfices c'est la Fondation Jari, branche « sociale » de l'entreprise Jari. Dans l'une de ces activités, un technicien de la Fondation a débarqué dans une communauté en disant qu'il était venu enseigner les familles à planter des noix du Brésil. Or, depuis longtemps déjà il n'y avait plus de châtaigniers, Jari avait dévasté la châtaigneraie, qui était la principale source de revenus de la communauté, pour y planter de l'eucalyptus. Un villageois a

dit au technicien : « Si vous êtes venu nous apprendre à planter des noix du Brésil, vous pouvez partir car, ça, nous savons le faire. Maintenant, si vous voulez nous aider, dites à Jari d'arracher cette plantation d'eucalyptus et de replanter la châtaigneraie qui a été détruite, voilà ce qui pourrait véritablement venir en aide de notre communauté. » (8)

Malgré les dénonciations d'exploitation forestière illégale et de commerce du bois par le groupe Jari et les enquêtes menées par les autorités compétentes sur l'accaparement des terres, (9) Biofílica a vendu entre 2013 et 2023 un total de 2.997.953 « crédits de pollution » provenant des projets REDD de Jari dans le Pará et l'Amapá. Partant d'une valeur sous-estimée de 5 dollars par crédit, les ventes ont dû rapporter au moins 15 millions de dollars américains, soit 75 millions de reals. (10)

Parmi les acheteurs de « crédits de pollution » figurent des entreprises directement ou indirectement impliquées dans la déforestation : des banques comme la banque brésilienne Bradesco, qui a déjà été dénoncée comme étant la principale banque finançant la déforestation en Amazonie (11) ; l'allemande Bayer, une multinationale des pesticides qui encourage, soutient et tire des bénéfices de l'expansion de l'agro-industrie du soja et d'autres monocultures (12) ; et Seara Brasil, propriété du groupe brésilien JBS, le plus grand producteur de viande au monde, tout en sachant que l'élevage de bétail, s'est fait avec l'avancée des pâturages et a été la principale cause directe de la dévastation de la forêt amazonienne. (13)

Les projets REDD de Biofílica ne sont pas seulement une « solution » permettant à ces entreprises de se présenter comme « neutres en carbone » et protectrices de l'Amazonie, mais ils servent également au groupe Jari lui-même dans la mesure où ils créent un écran de fumée sur ses crimes. (14) Un article de presse de 2023 posait la question suivante : « comment un programme de (...) carbone continue-t-il à être opérationnel plusieurs années après que l'État ait enregistré la majeure partie des terres du projet en tant que terres publiques ? » (15)

### **Quelles sont les nouvelles « solutions fondées sur la nature » de Biofílica-Ambipar?**

L'une des nouvelles « solutions » de Biofílica-Ambipar est un partenariat avec la société Agropalma pour établir un projet REDD. Agropalma, outre qu'elle est l'un des plus grands producteurs d'huile de palme au Brésil, envisage, à partir de 2023, d'étendre ses activités à un autre secteur clé de l'économie verte : les énergies « renouvelables ». (16)

Le projet REDD d'Agropalma et de Biofílica consiste à conserver 50.159 hectares de forêts au Pará, dans les municipalités de Tailândia, Moju, Tomé-Açu et Acará. Agropalma argumente, comme Jari le fait dans ses projets REDD, que sans le projet, les communautés environnantes détruiraient la forêt, dans ce cas, 13.591 hectares sur 30 ans. Le projet vise à promouvoir des « alternatives » à la déforestation et des ateliers d'éducation environnementale qui, selon eux, amélioreront le bien-être de ces communautés (17).



Comme ça a été le cas avec le Groupe Jari, Biofílica s'allie une fois de plus à une entreprise impliquée dans le crime d'accaparement des terres. L'accaparement des terres est à l'origine de conflits fonciers avec des dizaines de communautés *quilombolas* et indigènes qui luttent depuis des années pour la régularisation de leurs territoires. (18) En raison de ces conflits, les communautés subissent des menaces, des violences et des persécutions (19).

Le projet REDD de Biofílica-Ambipar et Agropalma vient également renforcer la stratégie actuelle d'Agropalma qui consiste à persécuter les communautés en imposant des restrictions et des interdictions concernant l'utilisation de la forêt, actions qui font partie du projet REDD. Alors qu'ils accusent les communautés d'être responsables de la déforestation, ils espèrent empocher près de 7 millions de dollars grâce à la vente de « crédits de pollution » (20).

L'un des principaux acheteurs d'huile de palme d'Agropalma est la société américaine Cargill. Avec l'avancée du soja, Cargill, l'une des plus importantes entreprises de l'agrobusiness au monde, se voit fortement impliquée dans la déforestation au Pará et au Brésil. Au Pará, Cargill possède un port d'exportation à Santarém et prévoit d'en installer un autre à Abaetetuba. Récemment, Cargill a été poursuivie en justice aux États-Unis pour ne pas avoir mis fin à la déforestation et aux violations des droits de l'homme dans sa chaîne d'approvisionnement au Brésil (21).

Il est clair que les nouvelles « solutions » de Biofílica Ambipar Environment, telles que le partenariat avec Agropalma, s'inscrivent dans la continuité de ses projets précédents, notamment avec le Groupe Jari. Le programme REDD juridictionnel du gouvernement du Pará pourrait-il représenter une initiative nouvelle, capable de mettre fin à une déforestation importante ?

### **Le programme REDD juridictionnel du gouvernement de l'État de Pará : Le rôle des grandes ONGs**

Le REDD juridictionnel est une version plus récente du REDD et est né en partie en tant que réponse à l'échec des projets REDD individuels qui non seulement n'ont pas réussi à réduire la déforestation mais ont causé des conflits dans les communautés. Les défenseurs du REDD juridictionnel mettent en avant l'idée que leurs programmes, du fait qu'ils s'étendent à toute une juridiction, comme un État et un pays, auraient les conditions de venir à bout des projets individuels et, de fait, réduire la déforestation.

Cependant, la principale référence du REDD juridictionnel au Brésil, dans l'Etat de l'Acre, a été un échec. Le gouvernement de l'Acre a reçu des dizaines de milliers d'euros à partir de 2012, notamment de la part du gouvernement allemand, pour le récompenser d'avoir été « pionnier » avec une loi d'Etat sur la vente de « crédits de pollution ». Mais après 11 ans et des millions d'euros transférés au gouvernement de l'Acre, on constate que l'Acre a suivi, à partir de 2018, la forte courbe ascendante du taux de déforestation des autres Etats amazoniens qui n'avaient pas de programme REDD juridictionnel. Dans le même temps, les conditions de vie des communautés qui dépendent des forêts, en particulier des femmes, se sont aggravées, comme dans la réserve extractive de Chico Mendes (RESEX).(22) Ces dernières années, la RESEX de Chico Mendes,



symbole du programme REDD de l'Acre, est en train d'être détruite, transformant les forêts en pâturages.(23) Le fait que même cela n'ait pas entraîné l'annulation du financement REDD pour l'Acre montre, à tout le moins, à quel point les calculs de déforestation sont "flexibles" et "manipulables" dans ce type de programme.(24)

Une similitude importante entre le programme REDD juridictionnel de l'État d'Acre et le processus de l'État de Pará c'est le protagonisme dans la conception et la définition du fonctionnement du mécanisme REDD des grandes ONG internationales préservationnistes, ainsi que la non-participation de la population, en particulier des communautés dépendantes de la forêt, dans cette définition. L'une des premières étapes importantes vers un REDD juridictionnel dans l'État du Pará a été l'élaboration du Plan d'État Amazônia Agora, sa stratégie visant à atteindre « un modèle de développement basé sur la conservation et la valorisation des actifs environnementaux ». Ce n'est pas un hasard si le concept de Plan a été présenté lors d'un événement de l'ONG américaine The Nature Conservancy (TNC) à Madrid, loin du Pará, pendant la conférence sur le Climat de 2019. (25)

La TNC, ensemble avec d'autres ONGs comme le Forest Trends et Environmental Defense Fund, agissent comme un « bataillon de choc » pour défendre les intérêts des grandes entreprises et des banques du capital international. Il s'agit d'établir institutionnellement une économie verte afin de maintenir et multiplier les profits tirés de l'extraction du pétrole et d'autres combustibles fossiles, tout en ouvrant de nouveaux marchés "verts" afin d'accroître leurs business.

### **Qu'est-ce que la TNC ?**

Alors que de nombreuses ONGs environnementales souffrent d'une pénurie de ressources, ce n'est pas le cas de la TNC, qualifiée par le Washington Post de « groupe environnemental le plus riche du monde », avec 3 milliards de dollars d'actifs à sa disposition (27). TNC ressemble beaucoup plus à une entreprise qu'à une ONG. Par exemple, un ancien directeur de la conservation recevait un salaire annuel de 1,168 millions de dollars. (28) En outre, intègrent le Conseil Mondial de l'organisation, des représentants de certaines des principales institutions du capital financier international, telles que JP Morgan Chase et Goldman Sachs. Un rapport qui calcule les investissements en combustibles fossiles après l'Accord de Paris a souligné qu'« une conclusion incontournable de ce rapport est que JP Morgan Chase est clairement la pire banque au monde en matière de changement climatique. » Cela ne fait que confirmer que TNC est fortement liée aux intérêts de l'industrie de l'extraction pétrolière qui, à son tour, est un investisseur majeur dans le REDD (29).

TNC a rédigé le Plan d'État de Bioéconomie de Pará (30) et a remporté l'appel d'offres pour la mise en place du cadre juridico-institutionnel du REDD juridictionnel de l'État. (31) Outre qu'il se bénéficie des ressources disponibles pour les « services de conseil », qui consomment une part importante de tous les projets et programmes REDD, il est frappant de voir comment une

institution américaine, avec tous les intérêts susmentionnés qu'il y a derrière, dirige tout un processus politique sur le REDD dans l'État de Pará, au Brésil.

En outre, le gouverneur du Pará a signé une lettre d'intention en 2022 avec la coalition appelée LEAF, qui signifie, en anglais « Réduire les Émissions en Accélérant le Financement des Forêts ».

### **Qu'est-ce que la LEAF ?**

La coalition LEAF a été créée en 1921 et se projette comme le « plus grand effort public-privé de tous les temps pour protéger les forêts tropicales » ; elle compte avec le financement de 1 milliard de dollars en provenance d'entreprises privées et des gouvernements d'Allemagne, de la Norvège et des États-Unis. (32) Parmi ses participants se trouvent certains des principaux acteurs qui poussent à la déforestation au Brésil, comme Nestlé, Unilever et Bayer. Mais non seulement, dans la liste des bailleurs de fonds apparaît aussi la société Blackrock, l'un des plus grands investisseurs mondiaux en compagnies pétrolières, y compris dans les sables bitumineux, l'une des formes d'extraction les plus destructrices de la planète. Dans ce contexte, Blackrock a elle-même admis qu'elle souhaitait « voir ces compagnies [pétrolières] réussir et prospérer ». (33) Ironiquement, la Guyane, le premier pays à signer un contrat avec le LEAF, est en train de créer des « crédits de pollution » pour les nouvelles extractions pétrolières au large de ses côtes. Cela montre que la LEAF suit exactement la même logique que le REDD, en donnant aux pollueurs le "droit de polluer" et en accélérant le chaos climatique.

La mise en œuvre du Plan d'Etat Amazônia Agora au Pará sera de la responsabilité du Secrétariat d'Etat à l'Environnement, celui-là même qui, en théorie, devrait lutter contre la déforestation et autres actions nuisibles à l'environnement. Mais les engagements pris restent vagues et contrastent avec la réalité, comme le constate et le dénonce un groupe d'organisations sociales dans une lettre ouverte : « D'année en année, l'État investit et approuve des projets dont les impacts socio-environnementaux mettent en péril la survie même du biome amazonien, de ses peuples indigènes et de ses communautés traditionnelles ». Les entités mentionnent le projet Volta Grande, qui promet d'être la plus grande mine d'or à ciel ouvert dans une région qui connaît un effondrement socio-environnemental, dû, entre autres, aux impacts de la construction du barrage hydroélectrique de Belo Monte. Malgré une forte résistance, l'État du Pará fait pression pour que ce projet minier soit rapidement mis en œuvre (34).

Le gouvernement du Pará semble également vouloir transformer l'État, à l'instar de la Guyane, en une nouvelle frontière pour l'expansion pétrolière. La société brésilienne Petrobras envisage d'extraire du pétrole à l'embouchure du fleuve Amazone, au large des côtes d'Amapá et de Pará. Alors que des dizaines d'entités environnementales, à l'exception de TNC et de ses organisations alliées, ont envoyé une lettre de protestation contre la proposition (35), le Gouverneur du Pará, Helder Barbalho, a déclaré qu'« empêcher le Brésil d'aller à la recherche de ses atouts, que ce soit dans le domaine de l'environnement ou dans d'autres activités, est un pas en arrière (...) » (36).

### **Changer pour ne rien changer**

Afin d'arrêter le processus de déforestation il faut faire preuve de volonté politique. L'ampleur de cette volonté peut être inversement mesurée par l'avancée de nouveaux accords commerciaux sur l'exportation de produits de base brésiliens, ou par la récente commémoration, par le gouvernement brésilien, autour de l'augmentation du PIB en 2023 en raison du « résultat exceptionnel » de l'agrobusiness. Ce « résultat » est surtout lié à l'expansion de la culture du soja, en particulier dans les zones de pâturage, c'est-à-dire dans les zones où la déforestation a progressé. (37)

Cet article montre comment le mécanisme REDD et l'économie verte en général sont des outils qui visent non seulement à maintenir et à étendre l'extraction et la combustion du pétrole, mais à préserver la pratique de la déforestation. Leurs propositions sont pensées dans le Nord Global et gardent de fortes caractéristiques néocoloniales parce qu'elles représentent plus d'appropriation et de contrôle des territoires et, par conséquent, plus d'oppression, afin que des entreprises comme Cargill, Unilever, Bayer, Blackrock, entre autres, puissent en tirer plus de profit. Il s'agit de changer pour ne rien changer. Pour ces entreprises, l'économie verte est synonyme de conquête de nouvelles affaires et de nouveaux marchés.

Aujourd'hui, les ONG conservationnistes, également issues du Nord Global, contribuent à donner un visage "vert" à ce qui est, en réalité, une destruction accrue des territoires, des forêts et des moyens de subsistance, afin que leurs propres profits et ceux des entreprises qui les financent puissent en grande partie s'accroître. Pendant ce temps, le gouvernement, les entreprises et les ONG du Pará se disputent l'argent qu'ils peuvent gagner en participant à ces nouveaux marchés et business « verts ». Tout cela montre que dans l'économie verte, de nombreux intérêts sont imbriqués, en particulier ceux des entreprises, des États et de l'« industrie de la préservation », représentée par de grandes ONG. Alors que tout le monde prétend s'attaquer à la déforestation et à ses causes, en réalité, tous, d'une manière ou d'une autre, profitent de la destruction des forêts et de l'expulsion des communautés de leurs territoires.

Sans compter que de nouvelles menaces accompagnent ce processus et pèsent sur les communautés et leur lutte pour maintenir le contrôle de leurs territoires. Par exemple, les nouveaux marchés numériques basés sur la technologie blockchain, tels que les crypto-monnaies et les jetons non fongibles liés aux transactions « vertes » ; ainsi que les technologies de surveillance des forêts et des communautés par le biais de drones. (38)

Une autre nouveauté présente, par exemple, dans le programme LEAF est que, dans ses programmes REDD juridictionnels, il offre la possibilité aux communautés de recevoir des paiements pour la protection de forêts qui n'ont jamais connu de niveaux élevés de déforestation. Cela revient à reconnaître, même indirectement, le rôle de ces communautés dans la conservation des forêts. Cependant, la mesure ressemble beaucoup plus à une forme de cooptation - une vieille tactique des entreprises et des États - pour faire taire les nombreux détracteurs qui se sont opposés au REDD au cours des 18 dernières années. En jetant quelques miettes de ce qu'il possède

le plus - l'argent - le grand capital profite une fois de plus des besoins réels de nombreuses communautés marginalisées et opprimées depuis l'époque coloniale.

### Secrétariat International de WRM

- (1) WRM, 15 anos de REDD: Um esquema corrompido em sua essência, [WRM, 15 ans de REDD: Un schéma corrompu dans son essence] <https://www.wrm.org.uy/pt/publicacoes/15-anos-de-REDD>
- (2) OECO, Amazônia perdeu cerca de 44 milhões de hectares para agropecuária em 35 anos, [OECO, l'Amazonie a perdu environ 44 millions d'hectares vers l'agrobusiness en 35 ans] [https://oeco.org.br/noticias/amazonia-perdeu-cerca-de-44-milhoes-de-hectares-para-agropecuaria-em-35-anos/#:~:text=Quando%20considerado%20o%20acumulado%20no,6%2C7%20milh%C3%B5es%20de%20hectares.](https://oeco.org.br/noticias/amazonia-perdeu-cerca-de-44-milhoes-de-hectares-para-agropecuaria-em-35-anos/#:~:text=Quando%20considerado%20o%20acumulado%20no,6%2C7%20milh%C3%B5es%20de%20hectares.;); <https://www.bbc.com/news/59136545>; <https://www.internetgeography.net/topics/changing-rates-of-rainforest-deforestation/>
- (3) Carbon pulse, 2021. REDD developer Bioflica targets tenfold carbon credit growth following merger
- (4) O grupo Ambipar opera em dezenas de países e é dono de várias outras empresas. O Ambito, por exemplo, atua na América Latina, e trabalha com empresas que direta e/ou indiretamente aumentam o desmatamento como as empresas Suzano, Unilever e Klabin. [Le groupe Ambipar opère dans des dizaines de pays et est le propriétaire de plusieurs autres entreprises. Ambito, par exemple, opère en Amérique Latine et travaille avec des entreprises qui directe ou indirectement augmentent la déforestation telles que Suzano, Unilever e Klabin.] (<https://ambito.com.br/es/la-ambito/>)
- (5) WRM, 2018. FSC e RSPO parceiros no crime? A questão fundiária da Jari Florestal e da Agropalma na Amazônia brasileira, [FSC et RSPO, partenaires dans le crime: La question foncière de Jari Florestal et de Agropalma dans l'Amazonie brésilienne] <https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/fsc-e-rspo-parceiros-no-crime-a-questao-fundiaria-da-jari-florestal-e-da-agropalma-na-amazonia-brasileira>
- (6) Ibid
- (7) Verra Registry, <https://registry.verra.org/app/projectDetail/VCS/1811>
- (8) Depoimento durante visita à região; por questões de segurança manteremos em sigilo o nome da comunidade e pessoa que relatou esse episódio. [Témoignage durant la visite à la région ; pour des questions de sécurité nous garderons l'anonymat sur le nom de la communauté et de la personne qui nous a rapporté cet épisode]
- (9) Em 2017, devido a denúncias, a empresa Jari foi suspensa pelo FSC, até que em 2019 foi finalmente expulsa do FSC, algo que raramente acontece com uma empresa certificada. O FSC alegou que a Jari estava envolvido com a extração e comércio de madeira ilegal e que também tinha falhado em reconhecer a existência de comunidades tradicionais na área. No entanto, o FSC não mencionou no seu comunicado as terras griladas em mãos da Jari Florestal e a colaboração do FSC na tentativa de regularizá-las. [En 2017, à la suite de dénonciations, l'entreprise Jari a été suspendue para le FSC et ensuite expulsée en 2019, fait rare pour une entreprise certifiée. Le FSC a affirmé que le groupe Jari était impliqué dans l'extraction et le commerce de bois illégaux et qu'il avait également échoué à reconnaître l'existence de communautés traditionnelles dans la région. Toutefois le FSC n'a pas mentionné dans son communiqué les terres accaparées, détenues para Jari Florestal, et la collaboration du FSC dans la tentative de les régulariser.] ([https://fsc.org/sites/default/files/2019-08/FSC%20disassociates%20from%20Jari\\_29-04-2019\\_Final\\_clean.pdf](https://fsc.org/sites/default/files/2019-08/FSC%20disassociates%20from%20Jari_29-04-2019_Final_clean.pdf))
- (10) Verra Registry, <https://registry.verra.org/app/projectDetail/VCS/1811>
- (11) Ver O Fato, Bancos deram R\$ 165 milhões para desmatadores da Amazônia, [Voir O Fato, banques ont donné plus de 165 millions aux déboiseurs en Amazonie] <https://ver-o-fato.com.br/bancos-deram-r-165-milhoes-para-desmatadores-da-amazonia/>
- (12) Brasil de Fato, Syngenta, Bayer e JBS se reuniram 216 vezes com alto escalão do governo Bolsonaro, [Brasil de Fato, Syngenta, Bayer e JBS se sont réunis 216 fois avec les hauts gradés du gouvernement Bolsonaro] <https://www.brasildefato.com.br/2022/07/21/syngenta-bayer-e-jbs-se-reuniram-216-vezes-com-alto-escalao-do-governo-bolsonaro>
- (13) Reporter Brasil, JBS mantém compra de gado de desmatadores da Amazônia mesmo após multa de R\$ 25 milhões [Reporter Brasil, JBS ne se prive pas d'acheter du bétail de déboiseurs de l'Amazonie malgré l'amende de 25 millions de reais.] <https://reporterbrasil.org.br/2019/07/jbs-mantem-compra-de-gado-de-desmatadores-da-amazonia-mesmo-apos-multa-de-r-25-mi/>
- (14) Seara da JBS, por exemplo, afirma em sua propaganda sobre os créditos de poluição que comprou do projeto REDD do Jari, que no Vale do Jari "estão localizadas as propriedades do Grupo Jari" [grifo nosso], como se essas terras (localizadas onde ocorre o projeto REDD) fossem propriedades legítimas. Além disso, a Seara afirma que a Jari está "promovendo o bem-estar das comunidades e tornando-as parceiras na manutenção dos recursos florestais". Essa afirmação inverte totalmente a realidade, como se a Jari fosse a protetora da floresta e as comunidades a ameaça à floresta. [Par exemple, l'entreprise Seara appartenant à JBS, affirme - dans sa publicité sur les crédits de pollution qu'elle a acheté du projet REDD, du groupe Jari - que dans la Vallée du Jari sont localisées « les propriétés du Groupe Jari » [nos guillemets] comme si ces terres (localisées là où a lieu le projet REDD) auraient été des propriétés légitimes. En outre, Seara affirme que Jari est en train de « promouvoir le bien-être des communautés et de les transformer en partenaires dans la conservation des ressources forestières ». Cette affirmation inverse complètement la réalité, comme si le groupe Jari était le protecteur de la forêt et les communautés, leur menace essentielle.] (<https://www.carbonfair.com.br/cliente/seara/seara-expoagas>)
- (15) Economia UOL, INVESTIGAÇÃO-Na Amazônia brasileira, projeto de crédito de carbono em xeque alimenta receio de grilagem de terras, [Economia UOL, ENQUÊTE - Dans l'Amazonie brésilienne, échec du projet de crédit carbone alimente la crainte de l'accaparement

## Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

- des terres] <https://economia.uol.com.br/noticias/reuters/2023/03/27/investigacao-na-amazonia-brasileira-projeto-de-credito-de-carbono-em-xeque-alimenta-receio-de-grilagem-de-terras.htm>
- (16) Forbes, Agropalma retomará produção de biodiesel no Pará em 2023, [*Forbes, Agropalma reprendra la production de biodiesel au Pará en 2023*] <https://forbes.com.br/forbesagro/2022/08/agropalma-retomara-producao-de-biodiesel-no-para-em-2023/>
- (17) Verra Registry, <https://registry.verra.org/app/projectDetail/VCS/4034>
- (18) WRM, FSC e RSPO parceiros no crime? A questão fundiária da Jari Florestal e da Agropalma na Amazônia brasileira, [*WRM, FSC et RSPO partenaires dans le crime? La question foncière de Jari Florestal et de l'Agropalma dans l'Amazonie brésilienne*] <https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/fsc-e-rspo-parceiros-no-crime-a-questao-fundiaria-da-jari-florestal-e-da-agropalma-na-amazonia-brasileira>
- (19) Mongabay, Certificação de exportadora de óleo de palma suspensa após investigação da Mongabay, [*Mongabay, Certification d'une exportatrice d'huile de palme suspendue après enquête de mongabay*] <https://brasil.mongabay.com/2023/03/certificacao-de-exportadora-de-oleo-de-palma-suspensa-apos-investigacao-da-mongabay/>; como no caso da Jari, também a Agropalma perdeu no início de 2023 sua certificação, no caso o selo RSPO, 'a mesa redonda de óleo de dendê sustentável', a partir de uma investigação que mostrou que mais da metade das terras que ocupa têm títulos fraudulentos, ilegais. [*Comme dans le cas du groupe Jari, Agropalma a également perdu sa certification au début 2023, en l'occurrence le label RSPO, « la table ronde de l'huile de palme durable », à la suite d'une enquête qui a montré que plus de la moitié des terres qu'elle occupe ont des titres frauduleux et illégaux.*]
- (20) USD 6,7 milhões, em base de um preço de USD 10 para cada um dos supostos 671,744 créditos de poluição que o projeto geraria [6,7 millions de dollars partant d'un prix de 10 dollars pour chacun des supposés 671.744 crédits de pollution que le projet gèrerait.] (<https://registry.verra.org/app/projectDetail/VCS/4034>)
- (21) The Guardian, Grain trader Cargill faces legal challenge in US over Brazilian soya supply chain, <https://www.theguardian.com/environment/2023/may/04/cargill-faces-legal-challenge-us-over-brazilian-soya-supply-chain-deforestation>
- (22) SOS Amazonia, Taxa de desmatamento no Acre em 2021 é a maior da última década, [*SOS Amazonie, Taux de déforestation à Acre en 2021 est le plus élevé de la dernière décennie*] <https://sosamazonia.org.br/tpost/ycmtm2pds1-taxa-de-desmatamento-no-acre-em-2021-a-m>
- (23) OECO, Em meio a mudanças políticas e avanço do desmatamento, Semana Chico Mendes acontece no Acre, [*OECO, Dans un contexte de changements politiques et d'avancée de la déforestation, a lieu la Semaine Chico Mendes à Acre*], <https://oeco.org.br/reportagens/em-meio-a-mudancas-politicas-e-desmatamento-semana-chico-mendes-acontece-no-acre/> e WRM, 10 anos do REDD+ no Acre e seus impactos sobre mulheres indígenas e extrativistas, [*WRM, 10 années de REDD+ à Acre et ses impacts sur les femmes indigènes et extractivistes*] <https://www.wrm.org.uy/pt/15-ano-de-REDD-Acre-impactos-sobre-mulheres-indigenas-e-extrativistas>
- (24) WRM, O desmatamento na Amazônia e o dinheiro do REDD+ que continua chegando no Brasil, [*WRM, la déforestation en Amazonie et l'argent du REDD+ qui continue d'arriver au Brésil.*] <https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/o-desmatamento-na-amazonia-e-o-dinheiro-do-redd-que-continua-chegando-no-brasil>
- (25) Plano Estadual Amazônia Agora (PEAA), Secretaria de Estado de Meio Ambiente e Sustentabilidade, [*Plan d'État Amazonia Agora (PEAA), Secrétariat d'État de l'Environnement et de Durabilité*] <https://www.semas.pa.gov.br/wp-content/uploads/2021/02/GUIAINFO.pdf> e TNC, Recomendações para a consolidação do Plano Estadual Amazônia Agora, et [*TNC, Recommandations pour la consolidation du Plan d'État Amazonia Agora*] <https://www.tnc.org.br/content/dam/tnc/nature/en/documents/brasil/tnc-recomendacoes-peaa.pdf>
- (26) A Forest Trends com apoio da entidade financiadora CLUA está empenhando no Brasil integrar comunidades indígenas no Mercado de carbono [Forest Trends, avec l'appui de l'entité de financement CLUA, est engagée au Brésil dans la tâche d'intégrer les communautés indigènes dans le Marché de Carbone] (<https://www.forest-trends.org/pressroom/forest-trends-ira-lancar-recursos-de-treinamento-em-financiamento-climatico-voltado-a-comunidades-indigenas-que-estejam-explorando-os-mercados-de-carbonos/>), enquanto Environmental Defense Fund vê "muitas novas oportunidades" para o Brasil, inclusive do REDD+ jurisdicional [*tandis que 'Environmental Defense Fund voit de nouvelles opportunités pour le Brésil, notamment dans le REDD+ juridictionnel*] (<https://amazonia2030.org.br/wp-content/uploads/2022/07/Financial-Opportunities-for-Brazil-from-Reducing-Deforestation-in-the-Amazon-3.pdf>)
- (27) Washington Post, The Nature Conservancy, <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/nation/specials/natureconservancy/>
- (28) Charity Navigator, The Nature Conservancy, <https://www.charitynavigator.org/ein/530242652>
- (29) <https://www.conserve-energy-future.com/report-jpmorgan-agreement-investment-fossil-fuels.php>
- (30) Governo do Estado do Pará, Plano Estadual de Bioeconomia do Pará, [*Gouvernement de l'État de Pará, Plan d'État de Bioéconomie du Pará*] [https://www.semas.pa.gov.br/wp-content/uploads/2022/11/Plano-da-Bioeconomia-vers%C3%A3o-FINAL\\_01\\_nov.pdf](https://www.semas.pa.gov.br/wp-content/uploads/2022/11/Plano-da-Bioeconomia-vers%C3%A3o-FINAL_01_nov.pdf)
- (31) TNC, Implementação do mecanismo financeiro de REDD+ do estado do Pará, [*TNC, Mise en place du mécanisme financier de REDD+ de l'État de Pará*] [https://www.tnc.org.br/content/dam/tnc/nature/en/documents/brasil/tdr/TdR\\_Mecanismo\\_Financeiro\\_REDD.pdf](https://www.tnc.org.br/content/dam/tnc/nature/en/documents/brasil/tdr/TdR_Mecanismo_Financeiro_REDD.pdf)
- (32) <https://leafcoalition.org/>
- (33) CBS News, BlackRock touts investment in fossil fuels after threat from Texas official, <https://www.cbsnews.com/news/blackrock-texas-fossil-fuels-boycott/>
- (34) International Rivers, Carta De Preocupação Com A Chamada "Política Verde" Do Estado Do Pará, [*International Rivers, Lettre qui exprime son inquiétude face à la nommée "Politique Verte" de l'État de Pará.*]



## Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

<https://www.internationalrivers.org/wp-content/uploads/sites/86/2021/11/CARTA-DE-PREOCUPACAO-COM-A-CHAMADA- POLITICA-VERDE-DO-ESTADO-DO-PARA.pdf>

(35) OEKO, Atividades de exploração de petróleo e gás na Bacia Sedimentar da Foz do Amazonas, [*OEKO, Activités d'Exploitation de Pétrole et Gaz dans le bassin sédimentaire de l'embouchure de l'Amazone*]  
<https://oeco.org.br/wp-content/uploads/2023/04/Final-Oficio-e-Nota-Tecnica-Foz-do-Amazonas-1.pdf>

(36) NeoFeed, Governador do Pará sugere “exploração sustentável” de petróleo na foz do Amazonas, [*NeoFeed, Gouverneur du Pará suggère « exploitation durable » de pétrole dans l'embouchure de l'Amazone*] <https://neofeed.com.br/economia/governador-do-para-sugere-exploracao-sustentavel-de-petroleo-na-foz-do-amazonas/>

(37) Folha de São Paulo, Brasil cresce com soja, minas e ouro preto, mas consumo e investimento fraquejam, [*Folha de São Paulo, Brésil croît avec le soja, l'exploitation minière et l'or noir mais la consommation et l'investissement ne décolent pas*]  
<https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2023/06/brasil-cresce-com-soja-minas-e-ouro-preto-mas-consumo-e-investimento-fraquejam.shtml>

(38) WRM, Blockchain e contratos inteligentes: as mais recentes tentativas do capital de se apropriar da vida na Terra, [*WRM, Blockchain et contrats intelligents, les plus récentes tentatives du capital à s'approprier de la vie dans la Terre*]  
<https://www.wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim/blockchain-e-contratos-inteligentes-as-mais-recentes-tentativas-do-capital-de-se-apropriar-da-vida-na>

## Impacts de l'extraction du pétrole et du gaz et des projets carbonés sur les communautés du delta du Saloum, Sénégal

**Le chaos climatique est visible dans le Delta du Saloum. Les communautés qui dépendent de la pêche sont confrontées à des impacts considérables, accentués par les industries de la pêche et des combustibles fossiles. Un projet de reboisement des arbres de la mangrove, financé par Shell, s'est transformé en un projet de carbone ce qui viendra aggraver les impacts climatiques chez les communautés.**

Le delta du Saloum au Sénégal, fait partie des plus grandes zones humides d'importance économique, écologique et sociale de toute l'Afrique de l'Ouest. Couvrant plus de 180 000 hectares, classé sur la liste des Zones humides d'importance mondiale et sur la liste des Réserves de biosphère de l'UNESCO, le delta du Saloum abrite le deuxième plus grand parc national du Sénégal (Parc national du Delta du Saloum), qui s'étend sur près de 100 000 hectares dans la zone centrale du delta. Le delta abrite une communauté constituée majoritairement de Sérères et de Mandingues environ un million d'habitants. Les habitants du delta du Saloum dépendent du point de vue économique de ses ressources naturelles à travers la pêche et la cueillette des fruits de mer par plus de 5000 femmes. C'est également une zone humide d'importance écologique grâce à ses vastes forêts de mangroves et une biodiversité très importante soit 9% des espèces végétales du territoire national. La biodiversité animale par les nombreuses espèces d'oiseaux, de poissons et d'animaux terrestres qui s'y trouvent. Un site riche en histoire à travers ses amas coquillés.

Le delta du Saloum a subi de plein fouet les effets du changement climatique ce qui a affecté gravement la vie des communautés qui dépendent entièrement des ressources naturelles et accentué la pauvreté des communautés vulnérables. On observe l'avancée de la mer, l'érosion côtière, la perte des plages, la désertification, la réduction des mangroves et autres zones de frayères, la perte des terres arables et autres pâturages, la salinisation des eaux, la réduction ou l'insuffisance de la disponibilité de l'eau pour l'irrigation et la boisson et autres activités productrices.

A cela s'ajoute la surpêche industrielle, l'accroissement agressif de l'industrie de farine de poisson et des usines de congélation des poissons plus les déchets toxiques qui découlent de ces industries. Ces dernières viennent concurrencer la pêche artisanale qui créent des emplois locaux, l'autonomisation de la population surtout des femmes qui constituent une couche très vulnérable, contribue directement dans le PIB du pays et permet la survie économique de nombreuses familles et d'assurer leur sécurité alimentaire. La dégradation accrue et les surexploitations des ressources font qu'aujourd'hui les communautés du delta, constituées majoritairement de pêcheurs, sont obligés de pratiquer l'exode rural ou à migrer, souvent illégalement, vers les pays européens. La rareté des ressources halieutiques font qu'aujourd'hui des milliers de jeunes sont engloutis par la mer méditerranéenne car ayant préféré prendre le risque



de faire l'émigration clandestin que de rester subir les impacts atroces des changements climatiques et de la surexploitation des ressources sur leur quotidien.

### **Projet de reboisement et « carbone bleu » dans le Saloum**

Beaucoup de stratégies d'adaptation et d'atténuation sont mise en place à travers le monde dans la lutte contre les changements climatique et le delta du Saloum n'est pas une exception. Nous notons que les initiatives dans le Saloum du gouvernement sénégalais visent à renforcer la résilience des communautés ainsi que les ONG, les organisations de la société civile, et les comités internes constitués par la communauté. Ces dernières interviennent dans la restauration des écosystèmes dégradés dans le Saloum, qui peut se scinder en deux parties: la préservation et la réparation des écosystèmes.

Pour mieux faire les activités de préservation, il faudra mettre en place des actions concrètes qui vont permettre aux mangroves de maintenir sa capacité de renouvellement tout en continuons à satisfaire les besoins des communautés dépendantes. Dans le delta du Saloum des activités de sensibilisation se font pour conscientiser les populations sur les enjeux des changements climatiques enfin d'éviter certains activités qui dégradent la ressource et fragilise les écosystèmes. Il s'agit de certaines pratiques de pêche interdite, la déforestation, l'extraction des sables plages et des amas coquillés pour la commercialisation, la pollution des eaux par les déchets ménagères.

Les femmes dans le Saloum sont gardiennes des ressources et sont responsables en approvisionnement en ressource dans les maisons (eau, bois de cuisine, alimentation, etc.) Leurs activité phare est la collecte des fruits de mer et des fruits forestiers qu'elle transforme et revende partout au Sénégal. Certaines activités génératrices de revenus ont été mises en place pour pallier les interdits, comme l'ostréiculture sur guirlandes, la pisciculture, l'apiculture, ou encore la mise en place de structures de cuisson économes en bois énergie (foyers améliorés, fours solaires).

Toutefois, en ce qui concerne les activités de restauration, il existe bien d'autres acteurs - et intérêts - en jeu. La partie la plus importante est la plantation à grande échelle de mangroves dans 25% de sa superficie totale. Plusieurs acteurs sont impliqués dans de telles activités, comme l'ONG Wetlands International, l'Agence française de développement à travers le projet à la politique des aires marines protégées, l'UICN, le courtier en reboisement et crédit carbone WeForest, entre autres. Les activités de reboisement sont réalisées par la population qui est payée soit à la journée, soit à l'hectare. L'approvisionnement en propagule est assuré par la communauté, plus particulièrement par les femmes, ce qui leur permet de dégager des revenus considérables lors des campagnes de reboisement.

Ces programmes de reboisement à grande échelle de mangroves se transforment aujourd'hui en projets carbonés, ce qui est un suicide pour le Sénégal, et l'Afrique en général. Ces projets carbonés ne sont rien d'autres que le 'droit de polluer', sachant que des études ont montré que parmi les 10 pays les plus vulnérables aux crises climatique dans le monde, 8 sont africains. Il est

clair que les programmes carbone sont mis en place par les pollueurs pour poursuivre leurs activités dévastatrices et pour redorer leur blason.

C'est le premier combat que doit mener ces communautés du delta car la compréhension la plus simple du projet carbone s'explique par fait que le dioxyde de carbone absorbé par les arbres de la mangrove peut 'compenser' la pollution des entreprises polluantes. Le plus inquiétant est que les entreprises et les ONG n'ont jamais dit aux gens qui dirige ou qui bénéficie du programme carbone. C'est le cas de l'organisation WeForest qui n'a pas communiqué que celui qui finance leur projet de plantation à grande échelle dans le Saloum et la Casamance est en fait le géant pétrolier Shell.

Le moment est venu pour le continent Africain plus particulièrement les pays vulnérables de s'opposer aux nombreux projets carbone qui ne cessent d'exploser et qui ne profite qu'aux pollueurs (appelées parfois REDD+, Solutions fondées sur la nature, programmes de compensation 'carbone bleu', etc.).

Si l'Afrique veut gagner cette lutte climatique, elle doit commencer par l'interdiction des projets carbone dans le continent et mettre l'accent sur la dette climatique, la justice climatique, la fluidité du fond vert climat qui est un montant fictif pour le continent africain. A cela s'ajoute l'urgence de l'abandon des énergies fossiles sous terre, puisque celles-ci sont à l'origine de nos maux.

Bien que la restauration des forêts de mangrove soit d'actualité dans le Saloum pour augmenter la résilience des communautés dans un contexte de changement climatique, malheureusement, ces forêts doivent désormais aussi faire face à l'exploitation du pétrole et du gaz sur les eaux sénégalaises.

### **Impacts négatifs de l'exploitation du pétrole sur les communautés du delta du Saloum à l'heure actuelle**

Le Sénégal sur la voie de devenir un grand producteur de pétrole et du gaz en Afrique avec trois grands projets pétroliers et gazeux en cours ;(1) il s'agit du projet de gaz du géant britannique des combustibles fossiles BP Grand Tortue Ahmeyim (GTA), (2) également exploité par la société britannique BP, le gaz à Yakaar-Teranga destiné pour la consommation et (3) le pétrole à Sangomar, exploité par la société australienne Woodside. L'extraction du gaz est prévue en 2023 ce qui fera dire à la BP que le projet " crée un nouveau centre énergétique en Afrique ". A côtés de ces géants pétroliers figurent Shell qui a obtenu un nouveau bloc entre la Mauritanie et Sénégal (GTA).

Le puits de Sangomar se trouve à 70 km des côtes au large du delta du Saloum, une exploitation prévue sur une durée de de 30 ans, au près des Aires Marines Protégées de Sangomar et de Joal-Fadiouth une zone riche en biodiversité marine et ornithologique élevée. L'exploitation du pétrole étant une activité très dangereuse et constituée de différentes étapes qui auront un impact sur la

biodiversité et les activités socio-économiques de base des communautés vulnérables. De la phase de perforation des forages, de l'installation, de l'exploitation jusqu'au démentiellement du dispositif les conséquences seront, modification de la qualité de l'eau de mer, perturbation des cycles de reproduction, pertes immenses de la biodiversité, réduction des zones de pêche, accentuation de la pauvreté.

Le delta du Saloum est une zone de pêche pour les communautés et la pêche est leur première source de revenu. A l'heure actuelle les poissons se font rares à cause des effets des changements climatiques et les bateaux étrangers qui ne cessent de piller nos ressources. Les pêcheurs sont obligés d'aller jusque dans les eaux frontalières ou ils sont emprisonnés voir même tuer.

Donc aujourd'hui avec l'exploitation du pétrole les zones de pêche seront réduites d'avantage et la perturbation du milieu va accélérer le manque de poisson pour ces communautés vulnérables. L'inquiétude majeure de ces communautés, c'est comment pourraient-ils cohabiter avec l'exploitation du pétrole pour les années à venir vue que le processus de perte de biodiversité marine ne fait que s'accélérer avec le temps.

C'est avec ses inquiétudes que feu Alimatou SARR nous a quittés, une gardienne des ressources naturelles dans le delta du Saloum qui a très tôt alerté la communauté sur les risques à venir avec l'exploitation du pétrole. A l'heure actuelle il y'a un cri de cœur des femmes des îles du Saloum qui demandent la sécurisation de leurs habitats. Selon elles, depuis le forage des vingt-trois puits de pétrole au large de Sangomar, il a été constaté dans la zone une montée rapide du niveau de la mer accentuant l'érosion côtière et menaçant de disparition leurs activités socio-économique de base que sont : l'ostréiculture, l'apiculture de la mangrove, la cueillette des fruits de mer, la pêche, l'exploitation du sel, la transformation des produits halieutiques, le tourisme écologique.

L'état du Sénégal a toujours tenue un discours positif sur l'exploitation du pétrole et du gaz en évoquant les chiffres d'affaires, et les impacts positifs sur la vie des communautés. Les impacts négatifs sur la biodiversité et les communautés selon leur étude d'impact et les discours tenus ne sont pas significatifs, l'Etat affirme. Parfois ce sont des notions de distances qui sont évoquées entre le lieu d'exploitation et les zones de pêche sont assez distantes. A cet effet si la distance avait un impact positif sur la pollution de l'environnement, l'Afrique serait chanceux aujourd'hui car nous participons moins à la pollution et nous subissons plus les impacts négatifs car ils n'existent pas de frontière écologique.

Il est à rappeler que ces communautés qui dépendent de la pêche sont vulnérables à deux niveaux :

Au niveau climatique, il y'a la raréfaction des ressources naturelles, pauvreté des sols, salinisation des terres, famine, pauvreté, diminution des précipitations, diminution des captures, érosion côtière, érosion de la biodiversité, déplacements climatiques, émigration clandestine. Et cela accentue la pauvreté et le désespoir au sein des communautés vulnérables dont les activités socio-économiques de bases proviennent de la mangrove

Au niveau de l'engagement de l'État, Légère prise en compte de la protection de l'environnement dans la nouvelle législation sur le pétrole et le gaz ce qui est une limite légale. L'engagement des entreprises c'est comme d'habitude des RSE (responsabilité sociétale des entreprises) pas de texte contraignant liant directement l'entreprise à la communauté en cas de pertes et de dommages. Les dispositions au niveau national pour les communautés riveraines c'est le contenu local (CL). Le contenu local c'est pour que les entreprises exploitantes puissent intégrer dans leur processus de production, des entreprises locales et de la main d'œuvre dans le pays d'exécution.

Avec l'exploitation du pétrole et du gaz à venir, il faudra s'attendre à ce que les mangroves du Saloum soit affectées ainsi que les mangroves voisines de la Gambie et de la Casamance, que les activités socioéconomiques de base des communautés soit affectées par le déclin de la mangrove, par la pollution des eaux, par une perte considérable de la biodiversité, par une baisse des captures, par la disparition de certains habitats et du patrimoine culturel et historique du delta du Saloum.

Dans un contexte de où les communautés vulnérables subissent de pleins fouets les effets néfastes des changements climatiques sans pour autant être à l'origine. A cela vient s'ajouter la ruée vers l'exploitation du pétrole et du gaz sans pour autant mettre en avant l'impact social et écologique sur la communauté et la mangrove. Les multinationales du pétrole et du gaz, qui sont à l'origine du changement climatique, aggraveront encore les difficultés auxquelles les communautés du delta du Saloum doivent faire face. En outre, des entreprises comme Shell se donnent une image écologique en finançant des plantations à grande échelle d'arbres de mangrove dans le cadre d'un programme de carbone bleu qui leur donne le droit de poursuivre leur activité d'extraction.

*Aissatou Keita, membre de la plateforme nationale d'acteurs défenseurs de la justice climatique, Sénégal*

Sources d'information:

- Greenpeace Africa, 2018: [Exploitation pétrolière et gazière au Sénégal : de nouvelles menaces sur les écosystèmes marins et côtiers](#)
- Groupe consultatif, 2018: Pétrole et Gaz, Fiche technique thématique
- Woodside, [Développement du champ SNE phase 1, Étude d'impact environnemental et social](#)
- Dr Ndickou Guaye, 2021, Exploitation offshore et emprise sur les droits des pêcheurs artisanaux
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2018, [Pour une exploitation durable et saine des ressources gazières et pétrolières](#)- Evaluation des Actifs durables (SAVi) du Delta du Saloum au - SAVI, Sénégal : [Une évaluation économique de la contribution du delta du Saloum au développement durable, en se concentrant sur les zones humides et les mangroves](#)
- BP, [The Greater Tortue Ahmeyim Project](#)
- African Energy, 2023, [Mauritania, Senegal excite supermajors as Shell gets new block, BP hones GTA plans](#)

## La lutte des femmes Dayak pour la protection des forêts dans le Kalimantan central, en Indonésie

[Disponible en Bahasa Indonésie](#)

**Cet article raconte l'histoire d'un groupe de femmes du Kalimantan appelé « Hurung Hapakat », ce qui signifie « Travailler ensemble ». Malgré une répression sévère, ces femmes sont parvenues collectivement à reprendre des terres aux plantations de palmiers à huile afin de pouvoir aussi recouvrer leur souveraineté alimentaire, leur dignité et leurs connaissances traditionnelles. Et elles ne sont pas seules.**

Les peuples autochtones Dayak perçoivent l'univers comme une mère nourricière qui exprime son amour et permet la subsistance des êtres humains grâce à ses abondantes ressources. Ils suivent une philosophie de vie appelée « *Sesukup Belumbah Adat* », qui signifie : « là où la terre est foulée, le ciel est soutenu ». Cette philosophie met l'accent sur leur valeur fondamentale, à savoir le respect de l'endroit où ils vivent. Par conséquent, la priorité pour les Dayak est d'entretenir leurs forêts pour témoigner de leur respect à l'égard de l'univers et de leurs ancêtres. Malheureusement, la cupidité de ceux qui détiennent le pouvoir a mis en péril l'équilibre soigneusement maintenu de cet univers.

### Contexte

Depuis l'ère de « l'Ordre Nouveau » (1), sous le régime de l'ex-président Soeharto (1966-1998), les terres du peuple autochtone Dayak au Kalimantan ont été des cibles privilégiées pour des opportunités d'investissement. L'expansion des plantations de palmiers à huile dans la région a commencé au début des années 1980. Sous le régime de Soeharto, les plantations d'État se sont développées et se sont fournies en main-d'œuvre par le biais du programme de « transmigration », qui a débuté sous la domination coloniale néerlandaise, et visait principalement à garantir la main-d'œuvre des plantations dans les régions moins peuplées. Les permis de déboisement et de défrichage accordés par le ministère des Forêts dans les années 1980 ont entraîné la destruction d'environ deux millions d'hectares de forêts au profit des plantations de palmiers à huile et de la transmigration. Le gouvernement a également accordé de vastes concessions à des conglomérats nationaux impliqués dans l'industrie forestière. En 1984, les autorités du Kalimantan central, par le biais du Plan directeur de développement des plantations (RIPP, selon son acronyme indonésien), ont désigné le palmier à huile comme un produit de base dont la culture doit être massivement développée.

Lorsque la crise économique a frappé l'Indonésie dans les années 1990, l'expansion des plantations de palmiers à huile s'est intensifiée. Le Fonds monétaire international (FMI) a proposé au gouvernement de libéraliser les investissements étrangers dans le secteur de l'huile de palme.

Sous prétexte de sortir de la crise économique, le gouvernement a encouragé l'expansion des sociétés transnationales de plantations de palmiers à huile. Parmi celles-ci figurent : PT. Kalimantan Lestari Mandiri (KLM Ltd), implantée entre le village de Mantangai Hulu et le village de Kalumpang, et PT. Usaha Handalan Perkasa (UHP Ltd) dans le village de Mantangai Hulu.

KLM Ltd. est une filiale d'un groupe chinois appelé Tianjin Julong, qui exploite actuellement au moins 50 000 hectares de plantations de palmiers à huile dans le pays et dispose de 140 000 hectares supplémentaires de concessions à développer. Elle possède également trois usines, deux installations de stockage dans des ports fluviaux et une installation de traitement en haute mer. (2)

Pour sa part, UHP Ltd, qui a commencé ses activités dans le pays en 2010, exploite désormais une zone de plus de 15 000 hectares de plantations de palmiers à huile, entourant les districts de Kapuas Hulu Barat et Mantangai. Les habitants de ces districts ont perdu leurs terres fertiles sans qu'aucune explication leur ait été donnée concernant les permis.

L'énorme expansion des plantations de palmiers à huile n'a cependant pas suffi.

Le Kalimantan est également devenu la cible d'un programme de grande envergure intitulé « Food Estate ». L'objectif déclaré de ce programme est de surmonter la crise alimentaire en maintenant des stocks alimentaires nationaux, notamment de riz. Il est prévu de le mettre en œuvre sur des terres qui appartenaient à l'ex-Peatland Development (PLG) (3) ainsi que sur des terres privées appartenant à des habitants du Kalimantan central. Le programme Food Estate a été intégré au Programme stratégique national (PSN) 2020-2024. Cependant, il ne diffère en rien des politiques précédentes qui visent principalement à ouvrir la voie à la spoliation des terres. Selon une analyse récente, plus de 1 500 hectares de forêts, y compris des tourbières, ont été défrichés pour le programme Food Estate. (4)

En outre, le gouvernement a commencé à planifier le développement d'une nouvelle capitale dans les forêts du Kalimantan oriental, entraînant une nouvelle série d'impacts sur les communautés autochtones. (5) Dans le même temps, la ruée vers les « concessions carbone » pour vendre des crédits carbone à des entreprises et des gouvernements pollueurs accroît la pression sur les terres autochtones et entraîne des effets négatifs sur leurs habitants. (6)

### **La résistance pour préserver les connaissances locales**

Dans chaque récit de spoliation de terres, la résistance et la lutte apparaissent inévitablement en réponse.

Dijah est une femme Dayak qui a courageusement joué un rôle de premier plan lorsque ses terres ont été saisies par UHP Ltd. En collaboration avec des femmes de Mantangai, elle a organisé une manifestation en août 2013 pour retirer les graines de palmier à huile et les remplacer par des graines d'hévéa. Elles ont répété cette action en décembre 2014. De plus, en juin 2020, elles ont



bravement entravé l'accès d'UHP à leurs terres en installant un portail en bois et en occupant le terrain pendant 12 jours. Dijah reste déterminée à sauvegarder ses terres ancestrales, quelles que soient les menaces qu'elle rencontre. « Personnellement, je n'ai aucune crainte car il s'agit de l'héritage légitime de mes ancêtres », a-t-elle déclaré avec conviction lors d'une discussion en octobre 2022 avec des membres de l'organisation féministe indonésienne Solidaritas Perempuan.

Selon Dijah, le processus d'accaparement des terres a eu lieu de manière soudaine. Elle a expliqué comment l'entreprise avait profité de son absence pour défricher rapidement le terrain. « Lorsque nous sommes revenus, le terrain avait déjà été défriché et les arbres que nous venions de planter avaient été détruits », a-t-elle raconté. Bien que Dijah reconnaisse les graves conséquences de la pratique de la résistance, les femmes Dayak considèrent la défense de leurs terres comme un impératif, malgré l'intimidation persistante à laquelle elles sont confrontées.

La BRIMOB (Brigade Mobil), qui est l'unité d'opérations spéciales, paramilitaire et tactique de la police nationale indonésienne, a arrêté Dijah. Néanmoins, cette dernière a continué à agir courageusement, et en est même ressortie renforcée par le soutien de son collectif.

Depuis le conflit foncier, Dijah et d'autres femmes de Mantangai ont participé activement à l'organisation d'un collectif appelé « Hurung Hapakat », ce qui signifie « Travailler ensemble ». Ce groupe a été fondé en 2017, quand 25 femmes ont réussi à reprendre un demi-hectare de terres du contrôle d'UHP Ltd. Sur ces terres reprises à l'entreprise, elles ont planté différentes sortes de légumes pour assurer la subsistance alimentaire de leurs familles : des haricots, du chou kale, des aubergines, des piments, du gingembre, de la citronnelle, du curcuma, des concombres et du galanga. Elles assurent collectivement l'entretien de la parcelle. Cette initiative permet également de planter des espèces de riz locales en utilisant des semences et des connaissances traditionnelles.

L'entreprise la menace toujours de la livrer à la police. « Ils profitent du fait que les gens ne connaissent pas bien les procédures légales pour les terroriser », explique-t-elle. Malgré tout cela, c'est dans la résistance au sein d'un collectif que Dijah puise sa force et sa détermination. L'espace sécurisé mis en place et maintenu par les femmes sert de forum de discussion, notamment sur les questions liées à la menace de criminalisation, ce qui lui procure un sentiment de soutien.

Le collectif est notamment préoccupé par le remplacement des semences de riz locales en raison de l'utilisation massive de semences hybrides. Il s'agit d'une conséquence de la mercantilisation de cette céréale dans le cadre de la logique de production capitaliste.

Dans les principes de la sagesse autochtone Dayak, la pratique de la culture itinérante est un moyen essentiel de préserver les semences locales. Cependant, de nombreuses semences ont été abîmées et ne peuvent plus être semées. Cela s'explique par le fait que la superficie de terres disponibles est désormais limitée et que les conditions du sol sont différentes. À cela s'ajoute la complexité de l'application des pratiques ancestrales dans ces circonstances et la difficulté de comprendre l'évolution de la nature.



Les Food Estates qui ignorent les pratiques ancestrales aggravent également la situation. Les semences de riz plantées dans ces Estates sont des semences de denrées de base, telles que l'Inpari 16. Ce projet est donc incompatible avec les caractéristiques du sol dominant du Kalimantan : la tourbière. Pour les femmes Dayak, les Food Estates risquent de porter atteinte à leur environnement au lieu de créer la prospérité mise en avant par le gouvernement. « Après la disparition de toutes nos cultures locales, comment pourrions-nous être prospères ? », demande Dijah.

Pour assurer la protection de leurs terres, les femmes Dayak ont adopté une approche stratégique de la culture. Remi, une autre membre du collectif Hurung Hapakat, croit fermement que la culture des terres est une manifestation tangible de leur défense. « Si nous la laissons être envahie par la végétation, les gens la percevront comme une terre en friche et se sentiront en droit de s'en emparer. En revanche, si nous la cultivons constamment, ils n'oseront plus le faire » affirmait-elle avec conviction en octobre 2022.

Le processus en cours de récupération de leurs terres est étroitement lié à la sensibilisation menée par le biais de discussions et de réunions, notamment en ce qui concerne la continuité du mouvement de femmes qu'elles ont mis en place. Sri, une autre membre de *Hurung Hapakat*, explique : « Il est crucial d'avoir un mouvement de femmes parce que parfois les femmes sont perçues comme faibles lorsqu'elles agissent seules, mais lorsque nous nous réunissons en tant que groupe, nos voix sont plus facilement entendues », ce qui souligne l'importance vitale de la création et du maintien d'un mouvement de femmes.

### **Tisser le rotin, coudre l'espoir**

Il n'y a pas qu'à Mantangai que les femmes organisent ensemble la résistance. Un autre collectif de femmes a également été créé dans le village de Kalumpang, Kapuas, dans le Kalimantan central. Leur résistance au défrichement à grande échelle a favorisé l'émergence d'un sentiment de solidarité entre les femmes du village. Lorsque les autorités ignorent leurs avis et leurs demandes, elles trouvent des moyens de se soutenir mutuellement.

La construction sociale relative aux rôles des hommes et des femmes au sein du village rend malheureusement la prise de décision collective très biaisée, en faisant des hommes les uniques décideurs. De ce fait, de nombreux projets sont mis en œuvre dans le village sans que les femmes n'en soient informées ou n'y consentent. Cette situation les a encouragées à proposer un règlement villageois qui promeut et facilite la participation des femmes à la prise de décision. Cette initiative a été accueillie favorablement par le chef du village, qui s'est montré disposé à accepter et à soutenir une participation accrue des femmes à l'élaboration des décisions du village. Pour Rica, une femme du village de Kalumpang, « la participation des femmes à la prise de décision est importante ».

Les femmes de Kalumpang ont également formé deux groupes pour assurer leur indépendance économique : un groupe de parcelles collectives et un groupe de tissage du rotin. Le premier compte 20 membres et vise à cultiver des légumes pour répondre à leurs besoins quotidiens tout en assurant la souveraineté alimentaire, tandis que le second compte 8 membres et vise à préserver leur savoir traditionnel en matière de tissage du rotin.

Conformément à la philosophie de vie des Dayaks, Rica et les femmes de Kalumpang continuent de maintenir l'équilibre de leur vie dans les forêts en préservant et en respectant ce qui les entoure, notamment le rotin, qui a été entièrement brûlé lors des incendies de forêt de 2015. « Depuis, il [le rotin] est difficile à trouver, alors nous avons recommencé à le planter, pour qu'il soit encore utile », a déclaré Mme Rica.

Grâce au rotin, les groupes de femmes de Kalumpang ont introduit différents types d'articles tissés – sacs, accessoires, nattes et autres formes d'artisanat. Le tissage rend également leurs discussions beaucoup plus agréables. Actuellement, de nombreuses personnes connaissent leurs produits grâce à leurs ventes collectives. Un autre avantage est que cela peut aussi les aider à prolonger la lutte. Tant qu'elles tisseront, le rotin restera cultivé sur les terres du Kalimantan. « En plantant du rotin ou d'autres arbres, nous défendons aussi notre terre », dit-elle avec enthousiasme.

Une réflexion sur et avec le peuple Dayak ne sera jamais complète sans une réflexion sur le Kaharingan, la religion autochtone des Dayak. Kaharingan signifie « exister, croître ou vivre ». Il est symbolisé par le *Garing* ou arbre de vie, qui signifie l'équilibre ou l'harmonie dans les relations entre les êtres humains, entre les êtres humains et la nature, et entre les êtres humains et Dieu. Les Dayak, en particulier les Benawan Dayak, défendent la valeur du respect de la terre, de l'eau et des forêts. Pour eux, tous ces éléments contiennent une vie qui doit être continuellement protégée. C'est pourquoi les Dayak font preuve d'une grande sagesse dans leur manière de traiter la nature et de construire leur vie sociale, conformément à la mission que leur ont confiée leurs ancêtres, résumée dans l'expression « *Haga Lewun Keton, Petak Danom, ela sampai tempun petak nana sare* ». Cette mission, intériorisée par le peuple Dayak, le pousse à protéger ses villages et ses terres.

*Annisa Nur Fadhilah,  
Solidaritas Perempuan – Indonésie*

(1) L'Ordre Nouveau (en indonésien, *Orde Baru*, abrégé *Orba*) est le terme inventé par le deuxième président indonésien Soeharto pour caractériser son administration depuis son arrivée au pouvoir en 1966 jusqu'à sa démission en 1998.

(2) China Dialogue, From palm to Plate, <https://chinadialogue.net/en/food/from-palm-to-plate-tracing-sustainable-palm-oil-along-the-supply-chain/>

(3) En 1995, le président Soeharto a promulgué un décret présidentiel visant à transformer un million d'hectares de tourbières du Kalimantan central en rizières. En 1999, le président B.J. Habibie a mis fin au projet, mais d'énormes dégâts avaient déjà été causés et de vastes communautés affectées. Les tourbières dégradées ne peuvent plus jouer leur rôle de réservoir d'eau ou de régulateur hydrologique, d'où les fluctuations spectaculaires du niveau des eaux souterraines, qui entraînent de fréquentes inondations pendant la saison des pluies et des incendies pendant la saison sèche. Il existe actuellement des dizaines de concessions de palmiers à huile dans cette région. Des incendies se déclarent souvent à l'intérieur de ces concessions, mais les entreprises qui en sont propriétaires sont rarement inculpées. Voir aussi :

<https://jakartaglobe.id/opinion/food-estate-project-new-ecological-disaster-brewing-in-kalimantan>

(4) <https://news.mongabay.com/2023/04/high-carbon-peat-among-1500-hectares-cleared-for-indonesias-food-estate/>

(5) <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/la-coercition-imposee-par-le-megaprojet-de-nouvelle-capitale-indonesienne-et>

(6) <https://www.wrm.org.uy/fr/15-ans-de-REDD-Le-projet-du-Katingan-en-Indonesie>

## Podcast : « Mexique : les femmes de la côte du Chiapas face au palmier à huile »

**Les organisations de femmes résistent à l'avancée d'une monoculture qui envahit leurs terres et entraîne une pénurie et une pollution de l'eau. Dans ce podcast, elles expliquent leur situation et leur lutte. Ce podcast a été produit par les groupes des Femmes de la côte du Chiapas contre le palmier à huile et des Femmes de la côte en rébellion, en collaboration avec WRM.**

Des organisations de femmes de l'État du Chiapas, dans le sud du Mexique, mènent une lutte pour stopper l'avancée des monocultures de palmiers à huile. Ces plantations envahissent des terres fertiles où les communautés produisent de la nourriture et élèvent des animaux. Elles consomment également de grandes quantités d'eau et polluent l'environnement, entraînant ainsi pénurie et maladies.

L'expansion de ces plantations [a commencé à la fin des années 1990](#), sous l'impulsion des entreprises de ce secteur en collusion avec les gouvernements. Aujourd'hui, environ 44 % des palmiers à huile cultivés au Mexique se trouvent dans l'État du Chiapas. L'une des techniques utilisées pour cette expansion consiste à amener des familles paysannes à signer des contrats dans lesquels elles acceptent de cultiver des palmiers sur leurs terres, ce qui a apporté beaucoup plus de problèmes que de bénéfices aux communautés.

Dans ce podcast, produit par les groupes des Femmes de la côte du Chiapas contre le palmier à huile et des Femmes de la côte en rébellion, en collaboration avec WRM, des membres de ces organisations parlent des impacts de cette monoculture et de leur lutte. Leurs noms sont omis pour préserver leur sécurité.

**Nous vous invitons à les écouter et à les partager :**

<https://www.youtube.com/watch?v=wyzAmhGeBY8&t=35s>

### **Transcription française :**

**Animateur :** ce podcast a été produit par les femmes de la côte en rébellion, qui ont formé réseau pour défendre leurs conditions de vie et leurs territoires. En collaboration avec le Mouvement mondial pour les forêts tropicales.

**Animateur :** Nous nous rendons au Mexique, sur la côte du Chiapas : une région avec des plages et des mangroves baignées par les eaux du Pacifique, des eaux qui coexistent avec la flore et la faune des champs et des collines. Une terre où les femmes construisent leur réalité et défendent la terre.

**Femme interviewée 1 :** Comment avons-nous commencé à nous battre ? D'abord, en comprenant nos problèmes et en dressant un constat de ce que nous vivons et de ce dont nous souffrons ; et en partageant nos expériences : ce qui se passe dans nos communautés, ce qui se passe chez nous, ce qui se passe dans nos territoires, comment nous luttons ; et en apprenant à connaître d'autres espaces.

**Animateur :** L'État du Chiapas, dans le sud du Mexique, représente environ 44 % de la superficie totale plantée en palmiers à huile au Mexique, avec près de 50 000 hectares. Actuellement, dans la seule région côtière de Soconusco, les palmiers à huile couvrent environ 30 000 hectares, faisant de Soconusco la plus grande zone consacrée à cette monoculture. Nous nous sommes entretenus avec les Femmes de la côte en rébellion, qui nous ont expliqué les impacts de la culture du palmier sur leur territoire et nous ont parlé de leur lutte.

**Femme interviewée 2 :** Ici, sur la côte, nous, les femmes, sommes maintenant envahies par le palmier à huile, comme ils l'appellent. Nous nous rendons compte qu'il nuit à la terre, et pas seulement à la terre, mais aussi à l'environnement. Là où ils transforment le *coquillo* (fabrication de farine à partir de l'amande du fruit du palmier), toute la cendre qui tombe est nocive pour notre santé.

**Animateur :** La monoculture du palmier à huile a commencé à se développer au Chiapas à la fin des années 1990, avec une forte impulsion de l'État et des entreprises du secteur. Grâce à l'utilisation de subventions économiques, de plants gratuits et de promesses d'obtenir des avantages économiques importants, les familles paysannes ont été encouragées à planter des palmiers à huile sur leurs terres et à signer des contrats avec les entreprises.

**Femme interviewée 3 :** Le palmier africain nous fait du mal et nous prive de notre eau ; il met en péril nos cultures ; le bétail a soif. Nous ne pouvons plus pratiquer d'autres cultures, il faut que ce soit uniquement du palmier à huile ; il n'y a pas d'autres fruits que celui-là. Dans les palmeraies on ne trouve pas d'autre plante que le palmier, le palmier, le palmier, le palmier. Le bétail se trouve maintenant dans un endroit éloigné.

**Femme interviewée 1 :** Eh bien, ce que nous avons vu, en termes d'impacts dans les territoires, c'est que la plupart des palmiers plantés l'ont été à proximité des rivières. Cette rivière avait un débit très important il y a cinq ans. Cette rivière était très puissante il y a cinq ans. Actuellement, ELLE est à sec; elle est contaminée ; on y trouve beaucoup de graisse, beaucoup de « crème » comme ils l'appellent (ils ne l'appellent pas graisse), une crème avec quelque chose d'huileux comme du pétrole sur le dessus qui voyage à travers les veines de la terre et les affluents et atteint les puits des maisons des gens. cette crème s'accumule dans les puits et nous ne pouvons PLUS utiliser l'eau pour laver nos vêtements, ET encore moins pour boire.

**Femme interviewée 2 :** Nous ne pouvons plus faire les récoltes comme nous le faisons auparavant, car le sol est devenu très sec ; cette plante [le palmier] absorbe trop d'eau.

**Animateur :** Dès les premières années de culture, cette culture a contaminé les rivières, les ruisseaux et les sources proches des palmeraies. Cela est dû à l'utilisation de produits agrochimiques, qui provoquent des maladies qui doublent voire triplent le travail domestique que doivent effectuer les femmes qui vivent à proximité de ces cultures. De plus, cela affecte leur accès à l'eau pour la consommation domestique, l'hygiène personnelle, la préparation des aliments et le lavage des vêtements.

Au Mexique, il existe une interdiction commerciale de la vente de produits agrochimiques tels que le glyphosate, les atrazines, le mancozèbe, le bénomyl et le paraquat, entre autres. Les effets de ces produits chimiques comprennent la stérilité, les lésions pulmonaires, les malformations génétiques chez les fœtus, les effets cancérigènes et les maladies rénales chroniques ; ils affectent de manière disproportionnée les femmes et leur santé reproductive.

**Femme interviewée 3 :** Du fait des produits chimiques, si nous buvons cette eau qui contient des produits chimiques et tout le reste, bien sûr, nous tombons malades, nous avons des cancers, nous attrapons des maladies de la peau et d'autres maladies.

**Femme interviewée 1 :** Notre corps est ainsi soumis à beaucoup de maladies, comme la dépression et l'hypertension artérielle. Notre corps le ressent, n'est-ce pas ? Et c'est en particulier le cas quand il y a une telle contamination de l'eau, avec le plastique, les ordures, les déchets, les eaux de ruissellement.

**Femme interviewée 3 :** Parce que (certains) pensent que brûler un palmier à huile suffit à le tuer. D'autres ne pensent pas cela ; ils se sont aperçus qu'ils devaient faire un trou au milieu de la plante et y verser des produits chimiques. Et lorsque le produit chimique est versé sur la plante, il atteint directement les racines et la plante meurt. Et ces racines... où sont-elles ? Elles sont reliées aux rivières, et beaucoup d'entre nous boivent encore l'eau des rivières ou des sources. Et c'est pourquoi je pense aussi que nous nous rendons vraiment malades quand nous tuons le palmier, parce que cela crée un tapis très épais, un tapis super touffu qui ne laisse pas passer l'eau. Ce tapis absorbe toute l'eau ; il l'absorbe vraiment.

**Animateur :** Les effets sur la disponibilité et la qualité de l'eau sont liés non seulement à l'expansion des plantations mais aussi au traitement de l'huile de brute. Au Chiapas, il y a onze producteurs d'huile de palme brute. Cette huile est ensuite raffinée en huile végétale dans des usines situées dans les États de Veracruz et de Jalisco. Chacune de ces usines de traitement de l'huile brute favorise la plantation et l'expansion des palmeraies.

**Femme interviewée 3 :** Nous nous rendons dans de nombreux endroits où on envisage encore de faire pousser ces palmiers, et nous fournissons des vidéos [aux communautés] pour leur montrer comment les choses se passent, comment cela les affecte. Les gens pensaient qu'ils gagneraient beaucoup d'argent au début, alors qu'ils sont payés 1,99 USD le kilo de noix produit... et en plus, c'est beaucoup de travail !

**Femme interviewée 1 :** Nous sensibilisons les gens afin qu'ils puissent voir les aspects négatifs apportés par ces mégaprojets en termes de santé, de contamination et d'environnement. Mais ils nous ont aussi dit qu'il ne leur suffisait pas d'arracher les palmiers, car les racines sont là, et si profondément enfouies sous terre qu'elles sont tissées ensemble comme un sac à dos très solide. Elles continuent d'absorber l'eau. C'est pourquoi nous sensibilisons les gens pour leur dire que ce n'est pas la bonne façon d'obtenir des ressources financières, bien au contraire. Cet argent qu'ils pensent obtenir ne leur suffira pas lorsqu'ils seront atteints d'une maladie grave causée par toute la contamination apportée par les plantations de palmiers, n'est-ce pas ?

**Femme interviewée 2 :** (Le fait d'entendre le témoignage de) la personne qui a déjà récolté et qui s'est enfin rendu compte, vingt ans plus tard, de tous les méfaits causés par le palmier nous aide à établir une comparaison. Et maintenant nous réaffirmons et disons NON, NOUS N'ACCEPTONS PAS LE PALMIER À HUILE, nous sommes contre ce palmier.

**Femme interviewée 1 :** J'aimerais juste inviter toutes les femmes à continuer à s'organiser. Nous ne devons pas baisser les bras. Nous croyons que notre combat défend la vie, et nous devons continuer.

**Animateur :** La lutte organisée des femmes contre le modèle agro-extractif du palmier à huile découle non seulement de leurs efforts pour éradiquer cette monoculture, mais aussi de leur quête d'une participation égale à la prise de décisions concernant leurs territoires, leurs terres, leur production, leur vie et leur corps.

**Animateur :** Ce podcast a été produit par les Femmes de la côte du Chiapas contre le palmier à huile et les Femmes de la côte en rébellion, qui ont formé un réseau pour défendre leurs conditions de vie et leurs territoires. En collaboration avec le Mouvement mondial pour les forêts tropicales.



## Certification carbone : « Les habits neufs de l'empereur »

**Cet article s'intéresse au rôle crucial que jouent les systèmes de certification des crédits carbone dans le cadre de l'économie verte, ainsi qu'aux intérêts et contradictions intrinsèquement liés à ce processus de certification.**

« Les habits neufs de l'empereur » est le titre d'un remarquable conte de Hans Christian Andersen dans lequel l'empereur paye très cher deux charlatans se faisant passer pour des tisserands censés lui produire de magnifiques vêtements invisibles pour les idiots ou les incompetents. Au bout du compte, l'empereur se présente en sous-vêtements devant le peuple et, bien que personne ne puisse voir les nouveaux vêtements, tout le monde fait semblant de les voir : le peuple, l'empereur et bien sûr, les faux tisserands.

La certification des crédits carbone partage beaucoup de points communs avec ce conte. Après tout, il s'agit dans les deux cas d'un produit que personne ne peut voir. Et dans les deux cas, le récit trompeur est porté par de prétendus experts qui certifient techniquement que le produit est réel et qu'il a les effets que, selon eux, il est censé avoir. La principale différence est que, dans le cas des crédits carbone, les principaux acheteurs du bien immatériel – les entreprises – ne sont pas aussi stupides et naïfs que l'empereur. Au contraire, les entreprises, en alliance avec les gouvernements et les ONG de conservation, confortent le récit trompeur des compensations carbone certifiables, afin de maintenir et d'accroître leurs bénéfiques dépendants des combustibles fossiles.

L'objectif de cet article est de réfléchir au rôle crucial que joue la certification de ces nouveaux actifs (les crédits carbone) dans le cadre de l'économie verte, ainsi qu'aux intérêts et contradictions intrinsèquement liés à leur création.

### **La certification en tant qu'élément clé des marchés carbone**

La plupart des grandes entreprises ont déjà adopté une forme ou une autre d'objectif « zéro émission nette » ou de propagande « climatiquement neutre ». Sur leurs sites Internet, des entreprises investies dans les activités aéronautiques ou les combustibles fossiles racontent comment elles « protègent les forêts » et investissent dans des « solutions naturelles » et des énergies « propres ». Cependant, dans la réalité, ces récits s'accompagnent dans le même temps d'un maintien, voire d'un accroissement, des activités d'extraction et de consommation de combustibles fossiles, avec des plans d'expansion qui vont bien au-delà de 2050. Les compensations carbone sont au cœur de cette contradiction.

En bref, chaque crédit carbone permet à l'acheteur d'émettre une tonne de dioxyde de carbone ou d'un gaz à effet de serre équivalent. Les multinationales sont les principaux acquéreurs de ces crédits, bien que les gouvernements et même les particuliers puissent également en acheter. Les entreprises achètent donc « des permis pour (continuer) de polluer ».

Mais comment un crédit carbone est-il réellement produit ?

Les crédits carbone peuvent être générés à partir de plusieurs types de projets de compensation, tels que le remplacement des combustibles, principalement par la production d'énergies renouvelables, la gestion des déchets, la création de plantations d'arbres à grande échelle, la création d'aires protégées pour éviter la déforestation, etc. De façon générale, toute initiative capable de suivre certaines méthodologies pour éliminer ou réduire le dioxyde de carbone ainsi que pour éviter son rejet dans l'atmosphère peut « demander » à générer des crédits carbone qui seront vendus sur le marché.

La seule condition préalable est que chaque projet soit accompagné d'un dossier proposant un scénario expliquant comment ce projet n'aurait pas eu lieu en l'absence du marché carbone – ce qu'on appelle l'« additionnalité », dans le jargon des crédits carbone.

Par exemple, lorsque le projet est lié à la « protection d'une zone forestière », l'argumentation vise à prouver que, sans le projet, cette zone forestière serait détruite ou dégradée et qu'en conséquence une grande quantité de dioxyde de carbone serait libérée dans l'atmosphère. Par conséquent, le carbone « stocké » dans cette zone est considéré comme « additionnel », car il a « évité des émissions » qui, selon le scénario des développeurs du projet, auraient été émises sans le projet de compensation.

La différence entre les deux scénarios hypothétiques (avec et sans le projet de compensation) permet de calculer le nombre de crédits carbone qui seront générés. Par conséquent, le scénario présenté par les développeurs du projet est un élément crucial pour décider si le projet peut réellement être considéré comme une compensation ainsi que pour définir le nombre de crédits qui sera produit par le projet. Ce scénario, ainsi que la méthodologie et d'autres aspects techniques doivent être jugés par un organisme de certification.

Lorsqu'on pense à la certification, l'image qui vient à l'esprit peut être celle de produits portant une étiquette indiquant que leurs ingrédients ou composants ont été produits selon des « pratiques durables » ou quelque chose de ce genre. Pour que les producteurs soient autorisés à utiliser ces labels dans leurs produits, ils doivent généralement engager un système de certification payant, dont le rôle est de faire un audit de leur processus de production. Ces labels de certification présentent de nombreux défauts structurels et déséquilibres de pouvoir, notamment le message sous-jacent adressé aux consommateurs de « continuer à acheter », ce qui permet l'expansion du contrôle des entreprises sur les terres et les moyens de subsistance des paysans et des populations autochtones. (1) Dans ce cas, le produit à vendre existe indépendamment du label, et le rôle de la certification est d'apporter une valeur supplémentaire au produit et des bénéfices à ses producteurs.

Pourtant, dans le cas des compensations carbone, la certification prend un rôle différent, beaucoup plus crucial, dans lequel le processus de certification lui-même est ce qui génère le produit final.

Mais qui est responsable de cette certification ? Et qui sont les acteurs engagés dans les marchés du carbone ?

### **La certification d'une histoire coloniale : comment les crédits carbone sont-ils générés ?**

Pour illustrer brièvement comment des crédits carbone peuvent être générés, nous prendrons l'exemple d'un projet REDD+, qui est le type de projet qui aboutit à des émissions de crédits sur le marché volontaire du carbone dans le monde entier. (2)

L'objectif déclaré d'un projet REDD axé sur la « déforestation évitée » est de protéger une zone donnée contre la déforestation et donc d'éviter les émissions qui *seraient* produites si le projet n'avait pas lieu. Chaque projet REDD est basé sur un tel scénario, qui est une projection hypothétique de ce qui se serait passé pour cette forêt à l'avenir si le projet n'avait pas eu lieu.

La plupart des dossiers de projets REDD insistent sur le fait que les communautés vivant dans et autour de ces forêts doivent être tenues pour responsables de la déforestation. Peu importe donc que ce soit en fait la destruction à grande échelle perpétrée par les grandes entreprises qui entraîne la déforestation et la dégradation des forêts. Ce point est crucial pour légitimer la « nécessité » d'une intervention (et d'un financement) extérieure pour arrêter ou modifier les pratiques locales. Ces scénarios sont donc coloniaux, car ils présentent toujours l'avenir comme quelque chose de statistiquement prévisible. En conséquence, les peuples autochtones et les communautés paysannes qui dépendent de ces zones sont conçus comme des êtres prévisibles, soumis aux préjugés racistes d'esprits coloniaux. (3)

Les projets REDD présentent toujours les pires scénarios de déforestation dans le cas où les projets n'auraient pas lieu. Ensuite, sur la base d'une méthodologie donnée, le développeur du projet présente un calcul de la quantité de déforestation (et donc de dioxyde de carbone) qui sera évitée dans les 40, 50, voire 100 prochaines années.

Après cela, le projet doit être approuvé par un certificateur, également connu sous le nom de *norme carbone* ou de *registre carbone*. Quatre grands registres représentent la quasi-totalité du marché mondial des compensations volontaires : Verra (VCS), American Carbon Registry (ACR), Climate Action Reserve (CAR) et Gold Standard. Ces normes sont elles-mêmes des organisations et, du moins sur le papier, elles sont sans but lucratif. Elles vérifient, délivrent des crédits carbone et tiennent des registres contenant des données sur chaque projet et les crédits délivrés. Le numéro de série attribué à chaque tonne de dioxyde de carbone permet de suivre chacun des crédits générés.

Le plus grand certificateur est Verra, une organisation à but non lucratif qui, à la fin de l'année 2022, avait délivré 64 % du total des compensations carbone mondiales, et plus de 70 % si l'on considère uniquement les projets de foresterie et d'utilisation des terres. (4) Elle fonctionne à peu près comme une entreprise et prélève 0,20 USD pour chaque crédit émis. (5) Le salaire de base du

PDG fondateur de Verra – qui a récemment démissionné après les scandales liés aux « crédits carbone bidon » de Verra – était presque aussi élevé que celui du président des États-Unis. (6)

Un système de certification tel que Verra comprend un organisme de validation/vérification qui est chargé, d'une part, de valider l'hypothèse du projet et ses calculs des quantités de carbone et, d'autre part, de vérifier le développement du projet. Ensuite, le certificateur délivre les crédits carbone et les développeurs de projet ont le droit de les vendre soit directement à des acheteurs de crédits carbone, soit à des courtiers.

Il convient de souligner que les marchés carbone, au-delà de leur processus de certification qui génère une marchandise « abstraite », entrent également dans la sphère de l'économie numérique principalement par le biais de ce que l'on appelle les « crypto-monnaies » et la « tokenisation » des actifs numériques. (7) Les crypto-sociétés vendent et achètent des biens qui n'existent pas matériellement. Et c'est ce que font les marchés du carbone : échanger des crédits qui n'existent pas dans la réalité. La « tokenisation » des crédits carbone est techniquement possible étant donné qu'il s'agit par définition d'actifs numériques et que chacun d'entre eux est lié (au moins en théorie) à une initiative de compensation concrète (par exemple, une parcelle de forêt censée être protégée par un projet REDD), ce qui les rend singuliers et uniques.

Cette tendance attire toute une nouvelle gamme d'« acteurs numériques » sur les marchés du carbone, renforçant la pression déjà élevée exercée sur les territoires éligibles aux projets carbone et sur les populations qui les habitent. En outre, la poursuite de la numérisation et de la centralisation massive des données par les entreprises (sur les territoires, les terres fertiles et les populations dépendantes des forêts) représente une menace majeure. Cette numérisation des territoires vient ajouter une nouvelle forme de spoliation qui renforce les mécanismes de surveillance et de mainmise sur les terres, les forêts, les sols, l'eau, les mangroves et même les pratiques culturelles.

### **Certification carbone : une contradiction dans les termes**

Il existe de nombreuses contradictions dans la production et l'utilisation des crédits carbone, les labels de certification ne servant qu'à légitimer un système qui perpétue le maintien d'une économie basée sur les combustibles fossiles. La logique de la compensation carbone présente une incongruité fondamentale insoluble : si, d'un côté, les émissions (à compenser) sont matériellement réelles et ont un impact sur le monde réel, d'un autre côté la compensation (les crédits) est toujours hypothétique. Cette section met en lumière certaines de ces contradictions clés.

#### Invérifiabilité

La première contradiction qu'il convient de souligner est l'invérifiabilité du narratif des développeurs des projets carbone. Bien que peu de gens soient en mesure de déchiffrer les documents de certification, qui camouflent des hypothèses hautement politisées sur les processus

de déforestation derrière des formules mathématiques complexes et un langage technique, il est impossible de prédire l'avenir. Les méthodologies utilisées pour produire ces scénarios de type « diseuse de bonne aventure » sont toujours biaisées en fonction des intérêts des développeurs (et des certificateurs).

Les certificateurs, en particulier, ont tout intérêt à approuver les projets dont les prévisions sont les plus élevées et les plus improbables. Plus ils délivrent de crédits carbone, plus ils sont payés par les propriétaires de projets. Globalement cette invérifiabilité a conduit à une surestimation des émissions réduites, supprimées ou évitées par les projets de compensation.

### Intérêts et surestimation

Les certificateurs ne sont en aucun cas neutres. Une grande partie de l'argent généré par les projets REDD, par exemple, reste entre les mains des certificateurs, des courtiers et des vérificateurs des projets. En janvier 2023, un rapport du portail d'information Follow the Money a révélé que le certificateur South Pole a gagné des millions de dollars en achetant des compensations du projet REDD+ Kariba au Zimbabwe pour 0,45 USD et en les revendant plus de 18 USD. (8)

Dans le même ordre d'idées, une enquête approfondie publiée en janvier 2023 par un consortium de journalistes a révélé que plus de 90 % des compensations carbone de Verra liées aux forêts tropicales n'avaient aucune valeur. (9) En outre, une étude de l'université de Cambridge a analysé 32 projets qui prétendaient porter sur des parcelles de forêt représentant la taille de l'Italie, alors qu'en réalité, seule une zone infiniment plus petite, de la taille de la ville de Venise, était « protégée ». (10)

Interrogé sur les failles révélées par l'étude, le porte-parole de Verra a simplement déclaré : « Si quelque chose se produit et qu'un projet est perçu comme ayant reçu trop de crédits, cela devrait être une décision du marché ». Cependant, comme le souligne l'étude, cela prouve simplement qu'il n'y a « tout simplement aucun acteur sur du marché qui a un véritable intérêt à dire quand quelque chose ne va pas » ! En effet, qui aurait intérêt à le faire ? Le développeur gagne de l'argent en vendant les émissions prétendument évitées, largement surestimées. Les certificateurs et les auditeurs gagnent de l'argent en attestant que tout est prétendument correct.

### Un nouveau colonialisme

Ce cercle vicieux d'invérifiabilité, d'intérêts et d'exagérations, ainsi que d'autres contradictions, permet à la certification des projets carbone de participer à l'expansion continue de la mainmise des entreprises sur les territoires et les communautés.

Cela se traduit, par exemple, par la simplification et la réduction de territoires forestiers complexes à la comptabilisation de molécules de dioxyde de carbone, ce qui occulte et passe sous silence les processus violents de spoliation et d'oppression historiques des populations

dépendantes des forêts. Cela détruit également les imaginaires et la diversité des peuples autochtones et des communautés paysannes, ainsi que leurs relations et leur coexistence avec et au sein de leurs territoires. La priorité accordée à la comptabilité des molécules de carbone vient aussi gommer les connaissances et les pratiques ancestrales de nombreux autres mondes existants.

Parmi les expressions de la nature coloniale intrinsèque de la certification carbone figurent les conséquences souvent violentes et les crimes commis contre les populations dépendantes des forêts par des projets qui ont été certifiés par des normes carbone. Les certificateurs sont complices de projets qui ont expulsé des communautés et détruit des maisons et des moyens de subsistance, ou qui ont imposé des changements à des systèmes traditionnels bien établis d'utilisation des terres et de coexistence avec elles. (11)

### La validation de l'expansion de l'économie basée sur les combustibles fossiles

Une économie capitaliste basée sur les combustibles fossiles renvoie non seulement au rôle puissant des entreprises de combustibles fossiles, mais aussi à l'agro-industrie qui consomme de grandes quantités de ces combustibles, aux secteurs de l'aviation et des transports, au secteur informatique, à l'industrie militaire, au système financier, qui dépend largement de l'argent lié aux combustibles fossiles, et à bien d'autres choses encore. Le capitalisme a constamment besoin de l'énergie provenant des combustibles fossiles et la compensation est le mécanisme qui permet son expansion.

Les entreprises qui achètent les crédits carbone sont tout à fait conscientes que la certification est un élément clé pour entretenir l'idée trompeuse de la compensation des émissions de carbone, sur laquelle nombre d'entre elles se sont fortement appuyées pour assurer le greenwashing de leurs activités polluantes. La croissance exponentielle des marchés carbone témoigne des bénéfices considérables que les crédits carbone ont générés pour ces entreprises.

Dans le même ordre d'idées, l'accroissement spectaculaire des recettes des normes ou registres du carbone prouve que ces entreprises ont été bien récompensées. (12) Cependant, il devient de plus en plus évident que les systèmes de certification carbone ne contribuent pas à résoudre le chaos climatique, mais qu'au contraire, ils l'aggravent, car ils légitiment l'expansion de l'économie basée sur les combustibles fossiles et renforcent donc le pouvoir des entreprises.

### **« L'empereur est nu ! »**

Il est grand temps de dénoncer les certificateurs pour ce qu'ils sont. Il est temps d'ouvrir les yeux et de voir que l'empereur est nu. Les gens doivent prendre l'exemple du petit enfant qui, plutôt que de participer à la mascarade, pointe du doigt la scène et constate l'évidence : « L'empereur est nu ! » – ou, en ce qui concerne les crédits carbone, « les crédits carbone sont une véritable farce ! ».

## Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

### Secrétariat international du WRM

- (1) Pour en savoir plus sur les systèmes de certification, cliquez ici : <https://www.wrm.org.uy/fr/themes/systemes-de-certification>.
- (2) Les projets REDD+ représentent 25 % des émissions de crédits dans le monde sur le marché volontaire du carbone, suivis par les projets d'énergie éolienne (15 %) et la gestion forestière améliorée (11 %). Ce classement prend en compte les émissions des quatre principaux registres de projets de compensation volontaire – American Carbon Registry (ACR), Climate Action Reserve (CAR), Gold Standard et Verra (VCS) - qui représentent la quasi-totalité des compensations du marché volontaire mondial.  
<https://gspp.berkeley.edu/research-and-impact/centers/cepp/projects/berkeley-carbon-trading-project/offsets-database>
- (3) Pour en savoir plus sur les impacts de REDD sur les territoires et les communautés : <https://www.wrm.org.uy/fr/15-ans-REDD-pour-mettre-fin-au-colonialisme>
- (4) Idem note de bas de page numéro 2.
- (5) Les barèmes des honoraires de Verra pour 2023 sont présentés ici : [verra.org/verra-publishes-updated-fee-schedules/](https://verra.org/verra-publishes-updated-fee-schedules/)  
En 2021, la rémunération du PDG de Verra était de 345 272 USD contre 400 000 USD pour le président des États-Unis, selon les sources suivantes : [projects.propublica.org/nonprofits/](https://projects.propublica.org/nonprofits/) et le Code des États-Unis (chapitre 3, section 102).
- (7) Pour en savoir plus, voir REDD-Monitor, [reddmonitor.substack.com/p/crypto-and-carbon-offsets-a-scam?utm\\_source=%2Fsearch%2Fcrypto&utm\\_medium=reader2](https://reddmonitor.substack.com/p/crypto-and-carbon-offsets-a-scam?utm_source=%2Fsearch%2Fcrypto&utm_medium=reader2)
- (8) Valeurs approximatives en USD compte tenu de la référence originale en EUR. Follow the Money, 2023, Showcase project by the world's biggest carbon trader actually resulted in more carbon emissions, [www.ftm.eu/articles/south-pole-kariba-carbon-emission](https://www.ftm.eu/articles/south-pole-kariba-carbon-emission)
- (9) Source Material, 2023, The Carbon Con, [www.source-material.org/vercompanies-carbon-offsetting-claims-inflated-methodologies-flawed/](https://www.source-material.org/vercompanies-carbon-offsetting-claims-inflated-methodologies-flawed/)
- (10) Idem note de bas de page numéro 9.
- (11) Voir quelques exemples ici : The Guardian, 2023, « Nowhere else to go » : forest communities of Alto Mayo, Peru, at centre of offsetting row, [www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/forest-communities-alto-mayo-peru-carbon-offsetting-aoe](https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/forest-communities-alto-mayo-peru-carbon-offsetting-aoe) ; et Survival International, 2023, Anatomy of a Multi-Million Dollar Colonial Carbon Project in Kenya, [www.survivalinternational.org/articles/NRT-carbon-credits-Mbaria](https://www.survivalinternational.org/articles/NRT-carbon-credits-Mbaria).
- (12) À titre d'exemple, selon les rapports annuels de Verra, en 2019, 2020 et 2021, le total de ses actifs s'élevait respectivement à 14, 27 et 50 millions USD.



## Monocultures, pauvreté et fausses solutions : le legs de Harvard en Argentine

**Un des plus grands fonds d'investissement au monde, Harvard Management Company, a vendu 88 000 hectares dans la province de Corrientes, Argentine, après s'être enrichi pendant 14 années en détruisant des terres humides et des communautés avec la plantation d'arbres. Ces terres appartiennent maintenant à Central Puerto, la première entreprise de production d'électricité d'Argentine, qui compte également produire du bois, de la biomasse pour la production d'énergie et toucher des compensations carbone.**

Après 14 années en Argentine, un des plus grands fonds d'investissement au monde, Harvard Management Company, a décidé de vendre ses 88 000 hectares dans la province de Corrientes, mais pas avant d'avoir engrangé des profits colossaux en détruisant des terres humides et en touchant gravement les communautés de la région avec la plantation de pins et d'eucalyptus. Harvard Management Company est une filiale à but non lucratif de l'université Harvard des États-Unis.

Harvard gérait les 88 000 hectares à travers la société EVASA, une gestionnaire des sociétés Empresas Verdes Argentinas, Las Misiones et Estancia Celina. Environ 50 pour cent de ces hectares se trouvent dans la réserve naturelle Y'vera, un écosystème d'estuaires, de marais, de lagunes, de palmeraies et de végétation indigène. Des millions d'arbres y ont été plantés en monoculture, ce qui a détruit des territoires fertiles et variés, ainsi que la culture et les moyens de subsistance de nombreuses communautés. (1) Toutes les promesses de « progrès » et de « développement » se sont envolées en fumée alors que Corrientes continue d'être une des provinces de l'Argentine avec les pires indices socioéconomiques.

En mai 2023, Central Puerto, la première société d'énergie électrique d'Argentine, a annoncé l'achat d'EVASA (2). Avec cette acquisition, Central Puerto est devenue une des plus grandes sociétés de plantations d'arbres du pays avec 160 000 hectares plantés. Selon son propre directeur, sa stratégie est centrée sur la production de bois, de biomasse pour l'énergie et les compensations carbone. Cette stratégie accroît les effets et la dévastation sociale et environnementale que connaît la province de Corrientes, mais cette fois-ci sous la bannière de « l'économie verte » et en tant que fausse solution au changement climatique.

### **Contexte historique ou comment en est-on venu à cela ?**

L'Argentine a été un des épicycles des investissements en plantation d'arbres à partir de la fin des années 1990, lorsque le gouvernement de Carlos Menem a adopté une loi sur l'investissement dans les forêts cultivées, la Ley de Inversiones para Bosques Cultivados N° 25 080.

Cette loi encourage l'expansion des plantations en rendant cette activité plus rentable. Elle accorde notamment une stabilité fiscale pendant jusqu'à 50 ans (ce qui signifie que les investisseurs ne subissent pas d'augmentations d'impôt durant toute cette période), à laquelle s'ajoutent des exemptions, des remboursements d'impôt et un soutien économique non imposable qui peut atteindre jusqu'à 80 pour cent des coûts d'implantation (3).

Face à de tels avantages, des investisseurs et des capitaux, d'abord nationaux et ensuite étrangers, se sont tournés vers le secteur des plantations et, en peu de temps, on a assisté à une augmentation exponentielle des superficies plantées avec des espèces exotiques comme le pin et l'eucalyptus. Ainsi, ce secteur a continué de croître malgré ses innombrables effets négatifs aux plans social et environnemental.

Avec presque 450 000 hectares de plantations, la province de Corrientes possède la plus grande superficie de monoculture d'arbres au pays. (4) Le déplacement de familles paysannes qui se sont retrouvées sans emploi, la contamination de l'eau et des sols, la destruction de la biodiversité et les problèmes de santé causés par l'utilisation de produits agrototoxiques constituent certains des principaux effets de ces monocultures. L'augmentation des incendies est un autre grave impact qui a ravagé la région au cours des dernières années, un problème que la sécheresse a aggravé. Cette année (jusqu'en avril 2023), plus de 100 000 hectares ont brûlé dont 91 pour cent dans des estuaires. Corrientes subit des incendies massifs depuis 2020 avec un pic de plus d'un million d'hectares en 2022. (5)

Lucas Yacuzzi, qui est né et a grandi à Chavarría, une des communautés choisies pour la croissance d'EVASA, a réagi à la récente annonce de la vente d'Harvard : « *Le premier changement que nous avons observé avec l'apparition des pins a été la perte progressive de la culture gaucha, la culture locale typique de Corrientes. Une grande partie de la population n'était pas habituée au travail forestier et a quitté la région à la recherche d'emplois qu'ils avaient déjà occupés. C'est pourquoi la foresterie n'a guère été utile sur le plan économique, car très peu de gens se sont enrichis. Quelques dizaines à peine qui travaillent pour eux ont pu améliorer leur sort. Mais la situation de la grande majorité de ceux qui étaient des employés salariés ou qui travaillaient au noir [sans contrat ni un emploi officiel] n'a pas changé : ils n'arrivent pas à boucler leur budget mensuel. De plus, les chemins ruraux sont toujours en mauvais état, détruits et nous avons perdu nos paysages. Nous étions habitués à voir la forêt naturelle et les pâturages autour du village et aujourd'hui nous sommes entourés de pins et d'eucalyptus.* »

En 2012, Lucas et des dizaines de voisins et voisines, dont beaucoup de jeunes et de mères, ont bloqué le passage des camions d'EVASA en guise de protestation. Ils en avaient assez des camions qui passaient au milieu du village à toute heure et notamment au milieu de la nuit, en transportant des troncs de pin et en soulevant la poussière. Ils ont pu mettre fin au passage des camions dans le village et les ont forcés à emprunter une autre route, une solution encore en place aujourd'hui. Néanmoins, les camions continuent de transporter des troncs de pin à toute heure de la journée en soulevant la poussière sur cette autre route.

## **L'achèvement d'un bassin de sacrifice**

Durant la crise socioéconomique de l'Argentine à la fin des années 1990 et au début des années 2000, alors que le pays commençait à traverser une période d'instabilité, plusieurs grands capitalistes ont vendu leurs actifs pour sauvegarder leurs investissements.

Dans ce contexte, en 2002, Pecom Energía, propriété du groupe Perez Companc, a vendu à New York 80 000 hectares situés dans les estuaires de l'Y'vera dans la province de Corrientes. Pour Pecom Energía, les plantations étaient devenues une affaire pour obtenir des bons de carbone et compenser les émissions de ses activités liées aux combustibles fossiles. (6)

L'acheteur à New York était l'entrepreneur Douglas Tompkins, un millionnaire qui est débarqué en Argentine et s'est intéressé à la zone. Il s'agissait d'une acquisition stratégique puisque les estuaires de l'Y'vera possèdent d'excellentes conditions pour la production de bois et sont une des plus grandes zones humides des Amériques. Se présentant comme un philanthrope altruiste et environnementaliste, Tompkins favorisait la fausse séparation des êtres humains et de la nature, comme si l'exclusion des communautés de leur milieu ancestral résoudrait les problèmes que le capitalisme a causés. De plus, il a encouragé le tourisme d'élite dans les zones soi-disant conservées. En 2003, Tompkins a fondé EVASA pour gérer les plantations de pins qui se trouvaient dans la zone acquise. En 2007, il a vendu EVASA à Global Emerging Markets Forestry Fund LP, une co-entreprise appartenant au Fonds de l'environnement mondial (FEM) et à la société étasunienne International Forestry Investment Advisors LLC. (7)

Comme la Loi sur l'investissement dans les forêts cultivées était toujours en vigueur, le marché des plantations a continué de croître, avec une expansion de 20 pour cent en 2007. En plus d'EVASA, les principaux acteurs de ce secteur incluent des entreprises comme Alto Paraná (d'Arauco, un groupe chilien), Forestal Bosques del Plata (de CMPC, un groupe également chilien), Forestal Argentina, Pomera et Tapebicuá. Ces sociétés concentrent un pourcentage élevé de la production nationale, devant les petits et moyens producteurs.

En 2007, le fonds d'investissement de Harvard détenait au moins 50 pour cent du fonds Global Emerging Markets Forestry Fund. Il était donc le propriétaire majoritaire d'EVASA et de Las Misiones. Avec la récession de 2008 et 2009, le fonds a perdu presque 30 pour cent de la valeur de ses investissements. Harvard a alors changé de stratégie et en 2010, il a vendu sa participation dans Global Emerging Markets Forestry Fund et acheté directement EVASA et Las Misiones. Ceci permit à Harvard d'éliminer des intermédiaires et de maintenir ces actifs. (8) L'éducation d'excellence et donc d'élite a dès lors été financée par la destruction d'écosystèmes comme les terres humides d'Argentine.

## **Harvard à Corrientes : le vert qui s'en va et le vert qui reste**

La présence dans la province de Corrientes d'un des plus grands fonds d'investissement au monde aura duré quatorze ans alors que, selon ses dires, il venait « développer un investissement durable tout en respectant des normes de qualité très élevées. »

L'institution éducative exploitait des milliers d'hectares afin de produire et de vendre du bois pour financer ses activités. Les terres lui étaient attrayantes en raison des taux de croissance des arbres parmi les plus élevés de la planète. Dans cette zone, les arbres poussent environ dix fois plus vite que dans les régions tempérées de l'hémisphère nord.

Mais à part les sommes énormes d'argent et les marchés, qu'a signifiés le passage de Harvard dans Corrientes pendant plus d'une dizaine d'années pour les communautés vivant à proximité de ses plantations ?

Adrián Obregón, un habitant de Paraje Montaña de San Miguel, où la population cohabite avec la société Empresa Las Misiones, un autre établissement de monoculture d'arbres que Harvard a géré, nous raconte : « *La vérité, c'est que le passage de Harvard dans le territoire n'a rien laissé au plan économique, et même moins que rien. Il n'a laissé qu'un désastre environnemental avec la destruction de l'écosystème de l'Y'vera et un trou de quatre mètres de profondeur, 350 mètres de long sur environ 150 mètres de large, d'où ils creusaient de la terre colorée pour remplir un terre-plein qu'ils construisaient dans leur camp. Ce trou est le cadeau que Harvard nous a laissé à Paraje Montaña. Je précise que je connais les dimensions du puits parce que lorsqu'ils ont commencé les travaux d'excavation, je suis allé à l'ICAA (Institut de l'eau et de l'environnement de la province de Corrientes) pour présenter une plainte, mais les gens de l'ICAA ne sont jamais venus voir le problème sur place.* »

Adrián, et « Guardianes del Y'vera », une association socio-environnementale de Corrientes qui défend les terres humides situées dans les territoires locaux, ont voyagé aux États-Unis en 2013 avec l'appui de la Coalition pour des investissements responsables de Harvard, un organisme composé d'étudiants, d'anciens étudiants, de professeurs et de travailleurs de l'université qui cherchent à « changer la façon dont Harvard investit son capital. » L'objectif du voyage était de présenter à Drew Faust, alors présidente de l'université de Harvard, une pétition signée par des communautés paysannes qui demandait la résolution de trois questions simples :

- 1— Que l'expansion des plantations cesse jusqu'à ce que soit réalisée une étude d'impact environnemental, avec la pleine participation de la communauté,
- 2 — Que la frontière des plantations soit éloignée d'au moins 2 000 mètres des communautés, et
- 3— que la situation des employés, aujourd'hui précaires, soit régularisée.

En forçant, on peut dire que le seul point d'amélioration a été le dernier, mais seulement pour un nombre réduit d'employés de quelques établissements. En revanche, le projet a assuré la destruction environnementale des estuaires pendant des années et un puits. De son côté, Harvard s'est enrichi de millions de dollars.

## **Nouveaux propriétaires, même avenir maquillé de vert**

En mai 2023, Central Puerto, un acteur qui a connu une croissance exponentielle dans le secteur des plantations d'arbres, a réussi à négocier l'achat des terres de Harvard pour un montant que la compagnie n'a pas encore confirmé, mais qui atteindrait environ 70 millions de dollars US. De plus, Central Puerto est le premier producteur d'énergie électrique du pays.

Quelques mois plus tôt, en mars 2023, devant le retrait d'Enel, une entreprise d'énergie italienne, Central Puerto a acheté Central Costanera, une productrice d'électricité, et s'est positionnée comme le principal producteur d'énergie électrique au pays, avec une capacité de génération installée de 7 100 MW.

L'entreprise compte 14 usines de génération de différentes filières technologiques. Ainsi, avec les superficies de plantations acquises d'EVASA, elle devient une des principales entreprises de l'industrie des monocultures d'arbres au pays avec 160 000 hectares plantés.

Après l'acquisition des terres de Harvard, Fernando Bonnet, gérant général de l'entreprise, a affirmé aux médias argentins : « Ce secteur peut être une source d'occasions d'affaires futures, liées à la transformation et à l'industrialisation du bois, aux bons de carbone et à la production d'énergie à partir de la biomasse. »

La page Web de Central Puerto présente déjà la génération d'électricité à partir de « biocombustibles » comme une nouvelle offre actuelle de l'entreprise. De plus, elle affirme que « la pénétration des énergies renouvelables dans le carnet de la génération électrique » constitue une des stratégies de l'entreprise. (9)

Depuis plus de trente ans, chaque fois qu'un représentant du capitalisme fait des déclarations concernant « l'économie verte, » bien sûr sans rien céder de ses intérêts ni de ses systèmes de production, financiers ou de consommation, les populations sur le terrain dans les territoires savent que les terres et les vies sont sacrifiées. Les plantations dans Corrientes, aujourd'hui présentées comme une source de biomasse pour la production « d'énergie propre » ou pour la « capture de carbone, » sont reconfigurées en laboratoires pour accroître le saccage et l'accumulation du capital, maintenant mal nommé « vert. »

La biomasse est vendue comme une « énergie propre », mais elle constitue une autre fausse solution à la crise climatique. Non seulement parce que lorsque l'on brûle les arbres, on libère du dioxyde de carbone, mais aussi parce que la demande en carbone végétal pour des usages industriels comme les copeaux et les pastilles de bois pour le chauffage ou la production d'électricité favorisent l'expansion des monocultures d'arbres. Ainsi, cela intensifie la déforestation, l'érosion des sols, la contamination de l'eau, le déplacement des communautés et de nombreux autres effets.

Masisa Forestal Argetina, l'unité de plantations et de production de bois de Central Puerto, se vante d'avoir pris l'engagement de préserver la biodiversité par le biais de la création de réserves naturelles, mais ces dernières ne constituent qu'une portion minime de toute la superficie de ses terres plantées. De plus, ces « réserves » empêchent les connexions et les interactions entre les forêts et les communautés locales. (10)

La production d'énergie à partir de biomasse, les bons de carbone et même les investissements dans les aires de conservation en échange de centaines de milliers d'hectares détruits sont une autre forme d'expansion du capitalisme. Elle est une fausse solution à la crise climatique. Ironiquement, l'industrie des monocultures est en fait une des causes sous-jacentes de cette crise.

### **Un modèle « durable » pour faire plus de profits**

À la question initiale sur le legs de Harvard après quinze ans en Argentine — mis à part la destruction à grande échelle de la biodiversité et des cultures, l'aggravation de la pauvreté et de la précarité du travail et sociale —, il nous laisse un énorme trou qui s'agrandit rapidement. C'est un piège occulte qui est en même temps à la vue de tous. Voilà un des nombreux visages de l'économie verte.

Mais Harvard nous laisse aussi le gigantesque défi de nous préparer pour ce qui viendra, car en plus de l'établissement d'immenses plantations d'arbres sans aucune diversité et de l'assaut du secteur de la monoculture industrielle, nous devons nous préparer contre les nouvelles stratégies de ce capitalisme « vert. » Ces stratégies d'expansion empruntent un discours qui trompe beaucoup et nous oblige à renforcer ce qui a été pratiquement notre seul bastion de résistance, soit l'organisation communautaire et solidaire. Nous devons mettre l'accent sur la valeur intrinsèque du territoire où nous vivons, cette valeur (ou ces valeurs) qui ne peut être mesurée avec des indicateurs économiques pour en faire une monnaie d'échange et qui constitue la sève pure des peuples.

Il revient à nous, au peuple, à la communauté, aux habitants des territoires d'empêcher toute expansion des tromperies provenant d'autres hémisphères, dépourvues d'identité et d'enracinement dans les territoires. Maintenons-nous fermes et enracinés dans nos identités partagées dans l'amour pour le bien commun que la vie nous donne et reproduit.

*Guardianes del Y'vera, Corrientes, Argentine*

<https://guardianesdelyvera.org/>

Y'vera (Y= eau / VERA= brillante) est un mot de la langue autochtone guarani. La revendication de la langue constitue un autre pilier de l'organisation Gardiens de l'Y'vera.

(1) Bulletin du WRM no 202, 2014, Argentine : Harvard défend avec acharnement ses plantations forestières, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/argentine-harvard-defend-avec-acharnement-ses-plantations-forestieres>

## Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

- (2) Central Puerto, 2023, Central Puerto adquiere Evasa, <https://www.centralpuerto.com/es/central-puerto-adquiere-evasa/>
- (3) Gobierno de Argentina, 1999, Ley de Inversiones para Bosques Cultivados, <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-25080-55596/actualizacion>
- (4) Ministerio de la Agroindustria, Características de la región Corrientes, <https://forestoindustria.magyp.gob.ar/archivos/informacion-por-region/corrientes.pdf>
- (5) Agencia Tierra Viva, 2023, Incendios en Corrientes : historia de las políticas forestales que avivan el fuego, <https://agenciatierraviva.com.ar/incendios-en-corrientes-historia-de-las-politicas-forestales-que-avivan-el-fuego/>
- (6) Bulletin du WRM 35, 2000, Argentina: las petroleras se visten de "verde", <https://www.wrm.org.uy/es/otras-informaciones/argentina-las-petroleras-se-visten-de-verde>
- (7) The Oakland Institute et Responsible Investment at Harvard Coalition, 2013, Investigating Harvard University's Timber Plantations in the Iberá Wetlands of Argentina, [https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI\\_Report\\_Harvard\\_Ibera\\_0.pdf](https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_Report_Harvard_Ibera_0.pdf)
- (8) Idem (7)
- (9) Central Puerto, Ventajas Competitivas, <https://www.centralpuerto.com/es/nuestro-grupo/>
- (10) Central Puerto, Resumen Público del Plan de Manejo y Monitoreos Masisa Forestal Argentine 2022, photo à la page 20, <https://www.centralpuerto.com/wp-content/uploads/2023/02/resumen-publico-del-plan-de-manejo-y-monitoreos-2022.pdf>



## RECOMMANDATIONS

### **Les peuples autochtones d'Argentine luttent contre l'exploitation du lithium**

À Jujuy, dans le nord-ouest de l'Argentine, des communautés autochtones et des travailleurs de différents secteurs mènent une lutte contre la réforme constitutionnelle de la province, approuvée en juin 2023. Cette réforme permet l'extraction du lithium dans les territoires autochtones et criminalise les contestations sociales, entre autres violations des droits humains. Le lithium est considéré comme une ressource « stratégique », en particulier pour les entreprises et les pays du Nord, car il est essentiel pour l'électrification des voitures et autres véhicules. Après des semaines de violente répression policière contre les manifestants, les communautés [ont annoncé qu'elles organiseraient une marche](#) de plus de 1 600 kilomètres jusqu'à Buenos Aires, la capitale du pays, pour exiger l'annulation de la réforme et la reconnaissance de la propriété communautaire des terres. Jujuy fait partie de ce que l'on appelle le « triangle du lithium », qui s'étend sur une partie de l'Argentine, du Chili et de la Bolivie. Pour en savoir plus sur cette lutte, nous vous recommandons de lire la [section consacrée à Jujuy sur le portail d'information « Agencia Tierra Viva »](#), ainsi que [cet article de l'Agencia Pelota de Trapo](#), dans lequel le journaliste et écrivain Raúl Zibechi analyse ce qui se passe en Argentine dans le contexte de l'avancée de l'extractivisme en Amérique latine.

### **Suzano, la plus grande entreprise de pâte à papier, attire des milliards de dollars d'investissements malgré un accaparement massif de terres**

Le portail d'information DW a enquêté sur les conflits socio-environnementaux en cours au Brésil liés à Suzano, qui gère plus d'un million d'hectares de plantations d'eucalyptus à travers le pays et prévoit un quasi-doublement de cette superficie au cours de la prochaine décennie. Le site révèle que l'entreprise fait l'objet de 262 procédures civiles et environnementales possibles et probables, et de 2 449 procédures probables et possibles en matière de droit du travail. Malgré ce terrible bilan, l'entreprise a attiré des milliards d'euros d'investissements « verts ». Pour en savoir plus, lire (en anglais) ici : <https://www.dw.com/en/greenwashing-brazils-sustainable-paper-company-eucalyptus-pulp-producer-suzano/a-65724286>

### **Impacts dévastateurs sur les communautés du nord-ouest de la Guinée d'un projet de compensation de la biodiversité financé par la Banque mondiale**

Un article de ProPublica révèle que le Groupe de la Banque mondiale soutient des projets de compensation de la biodiversité par l'intermédiaire de sa filiale d'investissement dans le secteur privé, la Société financière internationale, qui a financé au moins 19 projets de compensation de la biodiversité. L'article s'intéresse en particulier à la Compagnie des Bauxites de Guinée, une société minière qui a cherché des fonds pour étendre son exploitation minière dans le nord-ouest de la Guinée. L'expansion et le projet de compensation ont entraîné la destruction de villages et ont aidé une compagnie minière à justifier la mort de chimpanzés menacés d'extinction. Lire l'article en anglais : <https://www.propublica.org/article/biodiversity-offsets-guinea-world-bank-group-chimpanzees-outbreak>

## **Plantations de palmiers et programmes REDD+ dans l'État du Pará, au Brésil : accaparement des terres et violence**

La justice brésilienne a annulé l'enregistrement de deux propriétés du plus grand producteur d'huile de palme durable des Amériques, Agropalma, dans l'État du Pará, le centre de la monoculture de palmiers à huile au Brésil, considérant qu'il s'agissait d'un accaparement illégal de terres. Ces terres, qui sont toujours en possession de l'entreprise, comprennent des territoires des communautés Quilombola. Ignorant le conflit agraire et la décision de justice, Agropalma s'appête à commercialiser l'huile de palme. En outre, l'entreprise va mettre en œuvre un programme REDD+, sans consulter les communautés et en omettant de mentionner le conflit dans ses documents. Le programme REDD+ va entraîner un renforcement du système de sécurité et de surveillance privée des forêts. Pendant ce temps, Agropalma accentue la surveillance armée et le contrôle des forêts afin de conserver le carbone à commercialiser. Lire le rapport complet d'Avispa Midia en espagnol et en [portugais](#), ainsi que l'article sur ce sujet dans ce bulletin.

## **Échange de savoirs et d'expériences des luttes pour la défense des forêts**

Des militantes du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) et de la Marche mondiale des femmes partagent leurs réflexions après une réunion d'échange au Brésil entre des militantes de différents territoires d'Afrique, d'Asie et d'Europe. L'échange a été l'occasion de débattre et d'échanger sur les difficultés rencontrées, en mettant l'accent sur la contribution du féminisme aux luttes pour la défense des droits humains. Découvrez l'article ici :

<https://capiremov.org/fr/experiences/echange-de-savoirs-et-dexperiences-des-luttes-pour-la-defense-des-forets/>

**Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : Bulletin 266 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Quand seuls les billets sont « verts » : violences et mensonges de l'économie « verte » » (<https://wrm.org.uy/fr/>)**

### **[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)**

***Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.***

**¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé « Offensive extractiviste et marchés carbone dans les forêts : impacts et résistances » ? Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien**

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Lucía Guadagno, Eduardo Hoppe Oderich, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

[wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)

<http://wrm.org.uy/fr/>